

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

LOI TRAVAIL: LE RETOUR DES CHIENS DE GARDE



Colloghan

LE JOURNAL DE NANTES Métropole
Presse Océan
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
C'EST LA GALÉRIE QUI CONTINUE



En Loire-Atlantique, c'est encore un vrai casse-pièce de voir les automobilistes attendre à la pompe.

LE FIGARO
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
SNCF : la réforme est enterrée mais la grève continue



À trois jours de l'entrée en vigueur de la réforme des conditions de travail des cheminots, malgré l'annonce par le gouvernement de la réforme des conditions de travail des cheminots.

Courrier picard
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
La contestation étudiante dérape



Plus de 1 200 étudiants ont manifesté hier à Paris.

NORMANDIE LE HAVRE PRESSE
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
LA MOITIÉ DES RAFFINERIES À L'ARRÊT



Faut-il avoir peur ?

75 Le Parisien
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Hé oh, on se calme !



Terrorisme : Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Le Télégramme
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
BRETAGNE : QUI SONT LES CASSEURS ?



Accident sur les rails à Amiens : la BMW roulait trop vite

ouest france
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
La mobilisation fléchit la tension demeure



96 logements vont sortir de terre

LA VOIX DU NORD
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Jusqu'à quand ?



Grèves, violences : l'image de la France se dégrade

LE FIGARO
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Faut-il avoir peur ?



LES BRETONS REDOUTENT LA PANNE D'ESSENCE

LA DÉPÊCHE
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Grèves, manifs jusqu'à quand ?



LA CGT PEUT-ELLE FAIRE LE PLEIN ?

Presse Océan
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
PÉNURIE, GRÈVES ET MANIFS : JEUDI NOIR



Violences : le blues des policiers

Le Parisien
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
De mieux en mieux...



Paris, Rennes et Nantes les manifestations dérapent

LE FIGARO
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Face aux surenchères de la CGT, le gouvernement hésite



LES MANIFESTANTS INDÉSIRABLES

LE JOURNAL DE NANTES Métropole
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
DES MANIFESTANTS INDÉSIRABLES



LA CGT PEUT-ELLE FAIRE LE PLEIN ?

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
La grande pagaille



LA CGT PEUT-ELLE FAIRE LE PLEIN ?

60 Le Parisien
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Bienvenue en France !



Alors que l'Euro débute demain, les touristes du monde entier arrivent dans un pays en pleine pagaille sociale.

Le Courrier de l'ouest
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Panne sèche et manifs



Manifester sous tension

Nordécla
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
À LILLE, IL N'Y A PLUS DE CARBURANT NULLE PART



LES MANIFESTANTS INDÉSIRABLES

Le Journal du Dimanche
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Pourquoi la CGT attise la crise



LA CGT PEUT-ELLE FAIRE LE PLEIN ?

Courrier picard
Mardi 27 mai 2016 - 6,90 € (hors taxes)
Les usagers du train vont en baver



LA CGT PEUT-ELLE FAIRE LE PLEIN ?

SOMMAIRE

- 5. **Trois mois de mobilisations médiatiques pour la Loi Travail**
- 7. **« Monsieur Niet » et les *yes men* d'Europe 1**
- 10. **Matraquages médiatiques sur les manifestations**
- 14. **Au secours des mal-aimés de la police**
- 21. **L'éditocratie unanime : Haro sur les grèves**
- 23. **Dans les magazines féminins, la loi (El Khomri) du silence**
- 25. **Tribunaux médiatiques pour syndicalistes « radicalisés »**
- 29. **Faites le plein d'infos avec Morandini**

ENCART ESTIVAL

- 17. **Champions en titres**
- 18-19. **Des livres et des films pour profiter de l'été**
- 20. **Tweeté ou pas tweeté ?**

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro

Caroline Brun, Emma Hugauld, Benjamin Lagues, Frédéric Lemaire, Henri Maler, Denis Perais, Olivier Poche, Yves Rebours, Mathias Reymond, Julien Salingue

Illustrations

Colloghan, Mabic

Secrétaires de rédaction

Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par

Espace Imprim
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire : 1213 G 91177

ISSN : 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Le printemps 2016 aura été marqué par les mobilisations contre la « Loi Travail », l'un des plus importants mouvements sociaux de ces dix dernières années. Et une fois de plus, serait-on tenté de dire, les médias dominants ont joué leur partition : celle de la démobilisation sociale.

« La réforme est indispensable », nous ont-ils expliqué avant même que le projet de loi El Khomri ne soit connu. « Les opposants à la réforme sont des archaïques », ont-ils entonné en chœur lorsqu'il s'est avéré que le projet de loi était contesté. « Parmi les manifestants, nombreux sont ceux qui ne sont pas concernés par la Loi Travail », ont-ils ajouté alors que le mouvement prenait de l'ampleur. « Les grèves ont des conséquences catastrophiques pour la population », « les violences sont omniprésentes et intolérables », « l'Euro de football est pris en otage », « la France, déjà sous la menace terroriste et durement éprouvée par les inondations, avait-elle vraiment besoin de ça ? », ont-ils répété en évitant soigneusement d'expliquer les raisons de la mobilisation et les arguments des grévistes et des manifestants.

Une offensive médiatique contre le mouvement de contestation de la Loi Travail qui nous a donné du grain à moudre, avec de nombreux articles publiés sur notre site, ainsi que divers tracts distribués par les équipes d'Acrimed lors des manifestations. Un travail dont nous

vous donnons un aperçu dans ce numéro de Médiacritique(s) presque exclusivement consacré (excepté un encart avec nos désormais célèbres « jeux de l'été », p. 17-20) à la couverture médiatique de la mobilisation contre la « réforme » du Code du travail.

Comme chacun pourra le vérifier dans les pages qui suivent, cette offensive médiatique contre la contestation de la Loi Travail rappelle à quel point l'observation critique des médias est plus que jamais nécessaire. Une tâche à laquelle Acrimed essaie de se consacrer chaque jour, avec ses modestes moyens : ceux d'une association qui a fait le choix de publier l'essentiel de ses productions sur un site entièrement gratuit et sans aucune publicité. L'occasion de rappeler qu'Acrimed a récemment lancé une souscription, avec pour objectif de réunir les 60000 euros indispensables à son bon fonctionnement et à la pérennité de ses trois emplois salariés.

Alors n'hésitez pas à nous soutenir ! Et si vous avez déjà souscrit, nous comptons sur vous pour convaincre vos ami-e-s, camarades, collègues, contacts et abonné-e-s des réseaux sociaux, de faire de même. N'hésitez pas à solliciter également votre famille, votre voisin-e, votre député-e, votre patron-ne ou votre éditocrate préféré-e.

Aidez la critique des médias, et la critique des médias vous le rendra !

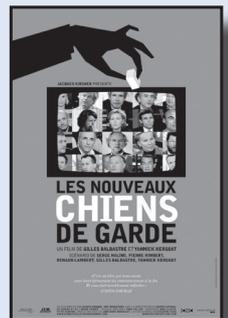
MÉDIA(BOU)TIQUE



LIVRES D'ACRIMED — 7,50 €



12,50 €



DVD — 18,40 €



TOTE-BAG — 8,50 €



T-SHIRT 15,50 €



Adhérer
Acheter en ligne
boutique.acrimed.org

>> **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de

>> **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base: **40 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
 Revenus > 2000€ mensuels: **70 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

>> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- Tarif adhérent: **10 €** Tarif normal: **15 €** Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)
 Union européenne et Suisse: **25 €** Reste du monde: **32 €**

>> **Je commande** (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le t-shirt « La télé commande » (gris et bleu): **15,50€**. XXL – XL – L – M – S (entourer la taille choisie)
 Le t-shirt « Opinons » (noir et bleu): **15,50€**. **Homme:** XXL – XL – L – M – S // **Femme:** L – M – S – XS – XXS
 Le tote-bag « Opinons » (noir et bleu): **8,50€**
 Le(s) ancien(s) n° de *Médiacritique(s)*: **3,50€** le numéro (épuisés: n°s 1, 11 et 12).
 Le(s) livre(s) n° d'Acrimed, aux éditions Syllepse: **7,50€** pièce.
 Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**.
 Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **18,40€**.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
 et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de « **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :
 Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

TROIS MOIS DE MOBILISATIONS MÉDIATIQUES POUR LA « LOI TRAVAIL »

Plus de trois mois après le début de la mobilisation contre la « Loi Travail », qui, à l'heure où nous écrivons, n'a pas faibli – malgré les pronostics formulés, au cours des dernières semaines, par les « experts » et autres éditorialistes –, il est temps de revenir sur la couverture médiatique qui l'a souvent bien mal traitée, dans une nouvelle et exemplaire démonstration de la capacité des « grands » médias, des « grands » journalistes politiques et des « grands » éditorialistes – avec des nuances et des spécificités – à tenir leur rôle de gardiens de l'ordre social, en entonnant un refrain bien connu : nécessité de la « réforme », « archaïsme » de la contestation, stigmatisation de la mobilisation, morgue, mépris – voire haine de classe à peine voilée.

UNE INDISPENSABLE « RÉFORME »

Le terrain avait été soigneusement préparé. Ils étaient en effet nombreux, dès la rentrée 2015, à soutenir la démarche entreprise par le gouvernement consistant à diffuser l'idée que le Code du travail était un « mastodonte » qu'il fallait nécessairement « alléger ». « Bien sûr, on pourrait garder notre bon vieux Code du travail, avec ses règles et ses protections, qui dissuadent parfois la création d'emploi, mais à quoi cela sert de protéger de plus en plus des emplois qui ne sont pas créés ? », faisait mine de s'interroger François Lenglet (France 2, 9 sept. 2015). « Le Code du travail n'est pas une vache sacrée », prévenait l'éditorial du Monde (2 sept. 2015). Et « C dans l'air » de confirmer le programme : « Parmi les dossiers les plus brûlants, la refonte d'un mastodonte, devenu tabou à gauche : le Code du travail et ses 3 600 pages, 11 000 articles... à écrémer d'urgence » (4 sept. 2015).

Et même lorsque le sujet ne porte pas directement sur la réforme du Code du travail, nombreux furent les reportages qui ont contribué à accréditer, avant même que la mobilisation contre la Loi El Khomri ne prenne corps, l'idée selon laquelle les entreprises étaient accablées par une législation trop restrictive qui, si l'on voulait bien regarder les choses en face, sans conservatisme ni corporatisme, était en grande partie responsable du chômage (voir par exemple, sur notre site, « Droit du travail : quand le JT de France 2 ne fait pas dans la dentelle »). Les syndicalistes étaient quant à eux passés sur le gril, à l'image de Jean-Claude Mailly, de Force ouvrière, soumis, sur Europe 1, à un véritable interrogatoire (voir p. 7)

OFFENSIVE TOUS AZIMUTS CONTRE LA MOBILISATION

Mais l'entreprise de légitimation de la loi – et de délégitimation de sa contestation – n'aura pas suffi. Et ce sont des centaines de milliers de salariés et de jeunes qui, à partir du 9 mars, sont entrés en mobilisation. De toute évidence, la pédagogie médiatique aura échoué à les convaincre du bien-fondé de la « réforme » : n'en faisant qu'à leur tête, ils

n'ont pas écouté les bons conseils de l'éditocratie, qui ne leur pardonnera pas.

Méthode privilégiée : la focalisation, non pas sur les causes, mais sur les conséquences des grèves, avec un intérêt tout particulier pour les « usagers » des trains, métros, et autres transports en commun, avec la multiplication des micro-trottoirs dans lesquels on apprend, surpris, que lorsque les salariés des transports sont en grève, les transports fonctionnent moins bien. Obsession qui se traduit par une infinie variété de titres dans la presse écrite et sur internet :

Grève du 31 mars : pagaille dans les transports et sur la route

Les automobilistes et les usagers des transports en commun ont dû s'armer de patience ce jeudi 31 mars pour aller travailler. Une équipe de France 2 fait le point.

Site de France TV Info, 31 mars 2016

Dépêches > société du mercredi 09 Mars à 06H20

Jour de grève : la galère dans les transports

Site de France Inter, 9 mars 2016

Loi Travail : c'est la galère dans les transports

Journal - Publié le 18/05/2016 à 03:01

Site de Ouest-France, 18 mai 2016

Grève à la SNCF : nouvelle journée galère dans les transports

Un TGV et un Transilien sur deux en circulation en moyenne. Les syndicats veulent peser sur les négociations concernant leurs conditions de travail.

Site du Point, 25 avril 2016

Autre angle d'attaque : la dénonciation des « pas concernés ». Comprendre : certains opposants à la Loi Travail (au premier rang desquels les salariés du public et les jeunes) qui n'ont rien compris au contenu d'une loi qui ne les concernerait pas – ou bien qui ont compris mais se mobilisent pour le plaisir (de provoquer la « galère »). Au choix...

Comme nous le disions alors : « *Que nombre de chroniqueurs et éditorialistes ne comprennent rien aux mouvements sociaux n'est ni nouveau, ni surprenant. Mais qu'ils se sentent, malgré eux, obligés de l'avouer ainsi publiquement en dit aussi long sur les effets de la position sociale qu'ils occupent que de fines analyses sociologiques. Ces inestimables individualités qui se croient en état d'apesanteur sociale laissent entendre que, pour être "concerné", il faut être personnellement et directement touché. [...] Soyons rassurés: nos détecteurs de "pas concernés" n'ont pas encore opposé, à celles et ceux qui font cause commune par solidarité, que seuls les mal-logés sont concernés par la solidarité avec les sans-abri ou que seuls des exilés sont concernés par la solidarité avec les migrants. Solidarité? Sans doute une passion triste aux yeux des gais lurons de l'éditocratie.* » À quoi l'on pourrait ajouter qu'il est évidemment plus commode de consacrer de longues minutes ou de nombreuses colonnes à fustiger les soi-disant « pas concernés » plutôt que de donner la parole aux premiers concernés, à savoir les salariés du privé et leurs représentants.

« VOUS CONDAMNEZ LES VIOLENCES? »

Autre méthode éprouvée: la focalisation sur les « violences » qui, bien qu'elles se produisent, comme les grands médias le répètent, « en marge des manifestations », font souvent l'objet d'une attention qui n'a rien de marginale, quitte à faire passer au deuxième, voire au troisième plan, les mobilisations elles-mêmes, leurs causes, leur tonalité, leur ampleur. Nous avons ainsi relevé de manière exhaustive, à titre d'exemple exemplaire, les « bandeaux » défilant sur BFM-TV le soir de la manifestation du 28 avril (voir p. 13).

Un véritable matraquage médiatique contre les manifestations, accompagné d'interrogatoires de militants politiques et syndicaux, sommés de « condamner » les « violences », quitte à ce que le sujet monopolise leur temps de parole. On se souviendra de cette interview exemplaire d'Oli-

vier Besancenot le 1^{er} mai 2016 sur BFM-TV, par une journaliste (Apolline de Malherbe) dont l'obstination n'a eu d'égal que le sens de la répétition (voir p. 10).

SELON QUE VOUS SEREZ MANIFESTANT OU POLICIER...

On notera toutefois que l'obsession de la question des violences et la place accordée aux revendications et au discours des personnes mobilisées sont à géométrie variable. Ainsi, lorsque le 18 mai plusieurs syndicats de policiers décident de se mobiliser à leur tour (pour dénoncer une « haine anti-flics »), le ton change. Comme on peut le remarquer en étudiant les JT de TF1 et de France 2 (voir p. 14), les policiers et leurs représentants ont eu droit, ce jour-là, à une couverture médiatique étonnamment (?) bienveillante et étoffée, avec reportages empathiques, micros ouverts pendant de longues minutes et rappel, par les présentateurs eux-mêmes, des raisons de la mobilisation.

Dans le même temps et dans les jours qui ont suivi, bien loin d'avoir corrigé le tir, les grands médias ont multiplié les attaques contre les nouveaux acteurs de la mobilisation, notamment dans le secteur des raffineries, avec une place toute particulière accordée au nouvel ennemi public numéro 1: la CGT. Nouvelle étape dans l'offensive contre la mobilisation dans notre article, les éditocrates unanimes crient alors « Haro sur les grèves! », éditocrates du privé (voir p. 21), du public, comme Nathalie Saint-Cricq (voir p. 28), ou tout-terrain, comme Jean-Marc Morandini, qui n'a pas hésité à descendre dans la rue pour une édition spéciale de son « Grand direct de l'actu », diffusé sur Europe 1, en direct d'une... station-service, au plus proche des préoccupations des « usagers ».

Enfin, dans ce panorama du « meilleur du pire » de la couverture médiatique des mobilisations contre la Loi Travail, on n'oubliera pas non plus les plaidoiries des « Tribunaux médiatiques pour syndicalistes "radicalisés" » (voir p. 25). Ce panorama résume-t-il l'ensemble de la couverture médiatique du mouvement en cours? Évidem-

ment, non. Mais il donne malheureusement, comme le montrent en détail, exemples à l'appui, les articles que nous avons rédigés au cours des derniers mois, une idée assez fidèle et précise du bruit médiatique dominant depuis que la « réforme » du Code du travail a été annoncée... et contestée. Un journalisme qui accompagne, une fois de plus, les obsessions néolibérales du gouvernement et de ses soutiens, et qui, en se focalisant sur les conséquences des grèves et non sur leurs causes, en reprenant sans la critiquer la communication des autorités, y compris de la préfecture de Police, ou en faisant preuve d'un parti pris à peine dissimulé sous couvert d'interview ou de débat, manque gravement à son devoir premier: informer.

Élément positif: au sein même de la profession, des voix dissonantes se font entendre. On pense ici notamment à un communiqué du SNJ-CGT, dans lequel on pouvait notamment lire ceci: « *S'il n'est pas acceptable que des journalistes soient agressés alors qu'ils font leur travail, le traitement médiatique des manifestations, avec une focalisation sur les violences et les "casseurs" par les journaux télévisés, toutes chaînes confondues, pose question. Comme si le gouvernement avait besoin d'auxiliaires pour décrédibiliser une contestation populaire majoritaire dans l'opinion de la Loi Travail. Le SNJ-CGT regrette que certains journalistes y contribuent par obéissance à leur hiérarchie, par réflexe sensationnaliste, par manque de recul, par négligence des principes professionnels...* »

On pense également au collectif des « Journalistes debout », que nous avons rencontré au mois de mai, qui tente notamment de penser un « autre journalisme » à la lumière, entre autres, du traitement médiatique des mobilisations contre la Loi Travail. Un objectif louable, et qui mérite tout notre soutien, car notre critique n'est pas animée par une hostilité à l'égard de la profession de journaliste mais par une volonté de contribuer à transformer le paysage médiatique afin que l'information reprenne enfin ses droits.

« MONSIEUR NIET » ET LES YES MEN D'EUROPE 1

Le 18 février 2016, au lendemain de la présentation au Conseil d'État du projet de loi El Khomri (première mouture), Nicolas Poincaré, entouré des « grandes voix d'Europe 1 » Olivier Dubamel, Emmanuel Duteil (chef du service Économie d'Europe 1) et Serge July, recevait Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière. Un projet alors salué par le Medef, nombre d'élus Les Républicains (Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire...), et soutenu par ceux qui se situent, au PS, à droite des « frondeurs », ne pouvait que susciter l'enthousiasme des éditocrates. Aussi Jean-Claude Mailly, réticent à partager cette allégresse, a-t-il jeté un froid parmi les « Grandes voix », gagnant un surnom bien mérité, au moins au regard de l'émission, de son déroulé et de son dispositif: « Monsieur Niet ».

« COLÈRE » SYNDICALE

Lors de la première séquence (de 7 minutes, avant la première coupure publicitaire), Nicolas Poincaré, de façon significative, demande à Jean-Claude Mailly, non un commentaire du texte ou de ses principales dispositions, mais s'il appelle « à une réaction » — en clair: s'il faut d'ores et déjà se préparer à un nouveau « jour de galère »: « Jean-Claude Mailly, vous appelez ce soir à une réaction face au projet Mailly [sic]? »

Simple question de formulation? Pas si sûr — d'ailleurs les questions qui suivent précisent les choses:

— « Y'a déjà eu des contacts entre syndicats, pour éventuellement réagir... alors une réaction plus précisément ça veut dire quoi? »

— « Mais votre sentiment, si c'est vraiment un mauvais projet, ça veut dire quoi, manifester d'abord? Une journée d'arrêt...? »

Heureusement, Poincaré est épaulé par le « good cop » de service, Emmanuel Duteil, qui nous amène directement au cœur du débat: « Quel est le point qui vous pose le plus problème, Jean-Claude Mailly? » Mais alors que Mailly, du ton très posé qu'il a depuis le début

de l'émission, explique que l'application de ce genre de réformes en Grèce, en Espagne, au Portugal a eu pour conséquence « un effondrement du nombre de salariés couverts par des conventions collectives », Nicolas Poincaré ponctue son intervention par un commentaire parfaitement décalé, témoignant d'une appréhension réflexe de la situation: le gouvernement propose, les syndicats enragent et mettent la pagaille:

— Mailly: « ... on abandonne les négociations de branche, ça ne favorise pas pour autant la négociation d'entreprise. Et là on va vers cette tendance qui est de dire "tout dans l'entreprise, mais on ne garantit plus au niveau national". »

— Poincaré: « Voilà, un syndicaliste en colère est l'invité du Club de la presse ce soir. »

TENTATIVES DE CONCILIATION

Après la publicité, on revient sur « les grands points de la réforme El Khomri qui vous déplaisent, vous nous avez déjà expliqué qu'il y a problème avec le plafonnement des indemnités aux Prud'hommes, avec la question des heures de travail, quoi d'autre? » Et Jean-Claude Mailly d'évoquer les procédures de licenciement. Reconnaissons aux « Grandes voix » qu'elles le lais-

seront développer son point de vue, sans le couper, pendant 1 minute et 20 secondes. Enfin plus exactement, un « premier élément », qui n'aura pas de « second » puisque Emmanuel Duteil le coupe pour proposer un contre-argument qui ne répond en rien à celui de Mailly, mais qui ne manque pas d'audace:

— Emmanuel Duteil: « En même temps, cette loi vous envoie quand même également beaucoup de pouvoir, puisque tout ce que vous dites devra être validé par des accords majoritaires des syndicats. Est-ce que du coup, au sein même des entreprises, vous n'aurez pas le pouvoir d'une certaine manière? »

Jean-Claude Mailly, qui curieusement semble contester cette vision des choses, tente de faire « l'histoire » des « accords majoritaires », mais Duteil le presse d'arriver à sa conclusion: « Donc au final, vous êtes quand même renforcés vous aussi syndicalistes avec cette loi! »

« Non », répond Mailly, qui s'entête. Duteil change alors son fusil d'épaule: « Mais là vous parlez beaucoup en négatif. Ce projet de loi, il a aussi pour vocation d'aider des entreprises qui sont en développement et d'offrir justement de la souplesse... »

Mailly préférant parler de « *droits* » qu'on retire aux salariés, Olivier Duhamel le coupe pour prendre un exemple « *précis et concret, sur le problème du référendum* » : « *Si les gens ont écouté "Europe matin", ils ont entendu le cas de la Fnac exposé par Alexandre Bompard¹* », exposé sans doute aussi impartial que le résumé qu'en propose Duhamel. Résumé suivi d'une question du même acabit : « *Est-ce qu'il ne serait pas légitime, dans une hypothèse comme celle-là, qu'il y ait un référendum? C'est-à-dire que si vous avez une majorité des salariés... C'est pas parce qu'ils ont voté pour vous à un truc avant² qui fait que vous avez eu plus de 50 %, parce que vous avez de toute façon pas plus de 50 % qui se sont syndiqués pour vous, c'est le résultat d'un vote [...] On vérifie! s'ils le veulent! [...] pourquoi des syndicats pourraient l'empêcher? Les gens arrivent pas à comprendre, ça!* » Car si Duhamel ne sait pas si les gens écoutent « Europe matin », il sait ce qu'ils arrivent ou n'arrivent pas à comprendre, et même ce qu'ils pensent, selon un échange ultérieur. Mailly ayant en effet avancé que le référendum était une façon de « court-circuiter » les gens qui n'étaient pas d'accord, il se fait vertement reprendre par Duhamel : « *On les court-circuite! On donne la parole aux gens qui sont concernés, voyez... Les gens ont du mal à vous suivre là, parce qu'ils pensent que vous vous accrochez à un pouvoir...* »

La discussion glisse alors sur le plafonnement des indemnités de licenciement, qui ne trouve là encore pas grâce aux yeux du syndicaliste de FO. La conclusion est sans appel : Mailly est un incorrigible pessimiste « négatif ». Une question tout de même, d'Emmanuel Duteil, pour s'en assurer : « *Mais du coup rien ne trouve gré à vos yeux [sic] dans ce projet de loi?* » Jean-Claude Mailly fait alors la liste de quelques autres dispositions qui lui semblent problématiques ou inacceptables, quand Olivier Duhamel, qui commence visiblement à perdre patience, lui lance sans ménagement : « *Le compte personnel d'activité vous êtes pour quand même, non?* », Jean-Claude Mailly répond qu'en effet, il y a un accord dont FO est signataire.



« *Bon, ça fait un point positif* ». Oui, mais... « *on va voir comment ça va être repris* », tempère Jean-Claude Mailly. « *Bon, un point peut-être positif* », tempête Olivier Duhamel. Un point peut-être positif qui ne changera rien au bilan là encore très « négatif » qu'Emmanuel Duteil tire de cette frilosité syndicale : « *Mais si vous on écoute bien, il n'aurait rien fallu changer. Là cette loi, elle est quand même destinée à dynamiser le marché du travail pour essayer de créer de l'emploi.* »

Mailly conteste alors la « *logique libérale* » qui préside à la loi El Khomri. Mais une nouvelle coupure publicitaire l'interrompt, et Poincaré engage ensuite le débat sur un point tout à fait crucial : « *Vous l'appelleriez réforme El Khomri, ou réforme... un autre nom? Qui est le maître d'œuvre de cette loi?* » Mailly déclare y voir « *la patte de M. Macron* » et du secrétaire de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet. « *Et peut-être de François Hollande?* », suggère Serge July. Mailly acquiesce. « *Donc vous parlez de la réforme Macron-Jouyet* », résume Poincaré. « *El Macron* », propose le taquin Serge July. Le docteur en droit public Olivier Duhamel intervient alors pour élever le débat : « *Ce sont des gros mots d'ailleurs pour vous: libéral c'est un gros mot, Macron c'est un gros mot* »...

Mailly étant revenu à sa marotte, consistant à pointer non des « *hommes* » mais une « *démarche* », une « *révolution libérale* », Emmanuel Duteil tente une nouvelle approche : « *Et si le bout du bout était la création d'emplois, en quoi ça serait mal?* » Pas convaincu

par la réponse de Mailly, sceptique sur l'efficacité et sur le type d'emploi créé, Poincaré le relance : « *La question d'Emmanuel Duteil n'était pas idiote: "Et si ça marchait?"* »

Mailly dispose alors de 40 secondes pour répondre à cette « question », avant que July ne reformule sa réponse : — July : « *Il faut ne rien changer pour que rien ne change...* »

— Mailly : « *Non, ça ne veut pas dire "il ne faut rien changer", mais il faut arrêter de changer tout le temps.* »

— July : « *Ben oui mais là vous nous dites "faut rien changer!"* »

Et quelques secondes plus tard, ne tenant aucun compte de la réponse de Mailly (mais reconnaissons qu'il ne lui avait pas posé de « question » à proprement parler), Serge July pose cette fois une vraie question, essentielle — sur « l'air » de Jean-Claude Mailly : « *Je voulais vous demander, vous avez l'air d'avoir été surpris, ça vous a surpris ce projet? Vous avez l'air surpris! C'est quand même étonnant... [Mailly essaie de distinguer: « pas surpris sur certaines choses... ». July poursuit:] Vous étiez au courant, vous étiez consulté³... et le président de la République et le Premier Ministre avaient dit: "On va continuer les réformes jusqu'au bout", et c'est annoncé sur des rails... »*

Question : Serge July veut-il vraiment savoir si Mailly est surpris, ou veut-il simplement lui suggérer de dégager la voie, libérant les « rails » sur lesquels roulent des « réformes » dont il était « au courant », et auxquelles, à ce titre, il serait « étonnant » qu'il s'oppose sérieusement?



« NON, NON, NON ET NON »

La discussion roule alors sur la qualité du « dialogue social », le licenciement pour raison économique, la « faute de débutant » de Myriam El Khomri agitant la menace du « 49.3 »... quand Olivier Duhamel, qui connaît si bien « les gens », se mue en conseiller de communication syndicale. Pourquoi? Parce que ceux qui s'opposent à cette réforme, isolés et maladroits, sont mal partis: « Mais est-ce que vous pensez pas que pour convaincre les Français, enfin des Français en nombre, parce que... y'a un problème, c'est qu'une partie en tout cas de ces mesures, spontanément, quand on interroge les gens, ils sont vraiment beaucoup... ils sont majoritairement d'accord... »

« Majoritairement d'accord »? En tout cas, dans les jours qui suivront, les gens seront « vraiment beaucoup⁴ » à signer la pétition contre la Loi Travail — et vraiment très peu à signer celle lancée par Dominique Reynié pour la soutenir⁵. Mais ce n'est pas une preuve, et Olivier Duhamel doit avoir des informations solides. En tout cas, le problème est là, il faut convaincre « les Français », et Duhamel a la solution: « Est-ce que ça serait pas mieux à ce moment-là de dire "ben ça d'accord, ça peut-être, et ça non", au lieu de dire comme vous faites depuis le début "Non, non, non, non, et non"? »

Après avoir passé une demi-heure à demander à Mailly la liste des points qu'il conteste, et, au lieu de l'interroger sur les raisons de cette contestation ou sur les propositions alternatives qu'il pourrait formuler, à lui opposer les arguments foudroyants qu'on a vus, la conclusion s'impose: le « syndicaliste en colère » ne connaît qu'une « réaction », dire « non » — alors qu'il serait tellement mieux de dire « d'accord »! Et Nicolas Poincaré de lui trouver aussitôt un surnom bien ajusté: « Et pour l'instant on a surtout entendu Monsieur Niet⁶, comme le faisait remarquer Olivier Duhamel... Monsieur Niet on vous retrouve juste après la pub. »

Certes, « après la pub », Olivier Duhamel reconnaîtra que cette fois — « pour la première fois », dit-il —, la gauche au pouvoir non seulement « ne donne pas du plus aux salariés », mais « enlève, et dans des proportions considérables ». Mais

ce n'est pas une raison pour dire « non » — ça serait même plutôt une raison pour dire « oui », ou en tout cas, pour faire preuve de compréhension, et même d'empathie vis-à-vis d'une « gauche au pouvoir » dont la vie n'est pas rose tous les jours: « Ce n'est pas pour se faire plaisir qu'ils font ça, c'est parce qu'on est dans une situation dans laquelle la France est complètement bloquée quand même, ça ne les amuse pas de faire ça, c'est pas rigolo pour un gouvernement de gauche de faire ça. » Et l'on devine que pour un éditocrate d'Europe 1, devoir l'expliquer à un « syndicaliste en colère », ce n'est pas non plus une partie de plaisir. Mais si ça peut aider à « débloquer la France »!

Rien de nouveau sous le soleil: pour accueillir sous les vivats une nouvelle avancée de « la réforme », c'est-à-dire une régression « considérable », selon Olivier Duhamel lui-même, des droits des salariés, les fondamentaux sont bien en place. Ceux qui s'y opposent seront tolérés dans les médias, à condition d'enfiler la panoplie du « Monsieur Niet », contestataire par principe et/ou idéologie, d'être interrogé par une brochette d'éditorialistes du bord opposés déguisés en intervieweurs, et d'accepter sans trop broncher leurs partis pris maquillés en « questions ». À ce prix, on peut disposer d'un temps de parole non nul, comme celui qui fut octroyé, ce soir-là, à Jean-Claude Mailly. Un prix cependant assez élevé, quand on considère à quel point cette parole a été parasitée par ceux-là mêmes qui étaient censés la recueillir.

[1] Actuel... patron de la Fnac, et ancien patron d'Europe 1.

[2] Ce « truc » désigne manifestement les élections professionnelles...

[3] Affirmation contraire à ce que répète Mailly depuis le début de l'émission...

[4] 1 283 923 au 30 mars.

[5] 27 830 au 30 mars.

[6] « Monsieur Niet », comme ne le précise pas Nicolas Poincaré, était le surnom donné par les diplomates occidentaux à Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères soviétique de 1957 à 1985. Pour l'anecdote, à propos de ce surnom, il aurait par ailleurs dit à son fils: « En effet je leur dis souvent "non". Mais bien plus souvent je les entends dire "non" à mon adresse. Et tu sais pourquoi? Parce que nous leur faisons bien plus de propositions qu'ils ne nous en font... »



MATRAQUAGES MÉDIATIQUES SUR LES MANIFESTATIONS

Jeudi 28 avril et dimanche 1^{er} mai 2016 se tenaient deux journées de manifestation, respectivement contre la Loi Travail et pour la Journée internationale des travailleurs. Et sans surprise, ce sont les affrontements entre la police et certains manifestants qui ont monopolisé l'attention des médias.

La couverture de ces violences témoigne des travers déjà bien connus du traitement médiatique des mobilisations sociales: reprise en boucle, au moins dans un premier temps, des chiffres et éléments de langage de la Préfecture; dénonciation des violences contre la police, silence sur les violences policières; débats anémiés, se résumant à des injonctions à se positionner pour ou contre les « casseurs »; et en définitive oubli de l'objet même des mobilisations et des revendications des manifestants. Quand les grands médias ne prennent plus la peine de questionner les sources policières, l'information passe à la trappe...

MATRAQUAGE

Ce jeudi 28 avril 2016, difficile de passer à côté du « bilan » de la manifestation contre la Loi Travail, aussi succinct qu'un bandeau de BFM-TV: « 124 interpellations et 24 policiers et gendarmes blessés, dont trois grièvement et un en urgence absolue » annoncent à l'unisson les sites des grands titres de presse, reprenant les chiffres du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve (lemonde.fr, lefigaro.fr, leparisien.fr, l'Express, lepoint.fr). Un bilan ressassé dans la presse papier, en continu sur France Info et qui fait les titres des journaux télévisés de France 2 et de TF1.

Pour en savoir plus sur le déroulé des événements, le lecteur ou le téléspectateur curieux pourra consulter les reportages sur place, sous forme de « directs », de diaporamas ou de vidéos, sur les sites de presse ou dans les 20h des grandes chaînes (liberation.fr, lemonde.fr, lefigaro.fr, leparisien.fr, leexpress.fr, francetvinfo.fr et TF1). Images spectaculaires, commentaires de journalistes présents dans les cortèges, ces témoignages relatent essentiellement les affrontements entre

« casseurs » et policiers, ainsi que les dégradations occasionnées (vitrines cassées à Paris, lampadaire dégradé à Rennes, Porsche incendiée à Nantes...). En résumé: les « casseurs » ont cassé, et attaqué la police.

De quoi s'interroger sur la bonne foi du président de l'Unef, qui dénonce en fin d'après-midi l'« usage disproportionné de la force par la police » et « exige l'arrêt de l'utilisation des flash-ball ». Des violences policières? La plupart des journalistes sur place n'ont vu que des « ripostes » de la police, éventuellement qualifiées de « musclées ». Les journaux télévisés de TF1 et France 2 évoquent brièvement un étudiant blessé à l'œil. Sur les sites de presse en ligne, seuls liberation.fr et 20minutes.fr (à notre connaissance) mentionnent l'existence de blessés côté manifestants (38 blessés dont 10 graves à Rennes) au soir du 28 avril.

Au fond, c'est un grand classique du traitement médiatique des manifestations et mouvements sociaux. Comme le rappelle le site *Metronews*, les préfectures communiquent toujours précisément le nombre de blessés au sein de

la police, mais pas parmi les manifestants. L'article va plus loin: il s'interroge sur la fiabilité des chiffres des policiers blessés en rapportant les propos d'un policier syndicaliste (« on fait dire ce que l'on veut à des chiffres »). Quoi qu'il en soit, la moindre des précautions, pour qui fait profession d'informer, serait de questionner ces sources. Force est de constater que l'écrasante majorité des médias se sont contentés de relayer telle quelle la version du ministère de l'Intérieur ou de la préfecture.

Il faut attendre le lendemain pour que soit évoquée plus largement la blessure du jeune étudiant éborgné par un tir de flash-ball. *L'Express* reste néanmoins prudent, et recourt au conditionnel d'usage pour évoquer une exaction policière: l'étudiant « pourrait avoir été touché par un tir de flash-ball ». Il faut dire que l'IGPN (la « police des polices ») vient juste d'ouvrir une enquête officielle; et la préfecture refuse de confirmer les faits. L'information apparaît sur les sites de la plupart des médias mais aucun détail sur les autres blessés, nombreux du côté des manifestants. Quelques jours plus tard, la question se pose:

faut-il interdire l'utilisation du flash-ball? *20 minutes* dégage un « sondage » dont les termes ont été soigneusement pesés:

■ Société

Faut-il interdire l'utilisation du flash-ball par les forces de l'ordre ?



FAUT-IL INTERDIRE L'UTILISATION DU FLASH-BALL PAR LES FORCES DE L'ORDRE ?

- Oui, c'est une arme qui fait trop de blessés graves
- Non, les policiers ne vont pas maintenir l'ordre à mains nues
- Faire un usage réglementaire du lanceur (on ne vise pas la tête) serait suffisant

Mais sans doute est-ce de l'humour...

Le site de *l'Humanité*, rapporte les propos d'un syndicaliste qui dénonce l'« attitude irresponsable » des forces de l'ordre. Sont évoquées les violences de policiers contre des manifestants pacifiques, comme à Gennevilliers, ou encore contre le camion du syndicat Solidaires à Marseille. Sur différents sites et sur Twitter, des témoignages de manifestants évoquent de nombreux blessés graves. « *J'allais d'urgence en urgence* » explique une infirmière présente dans la manifestation parisienne. Des éléments sans doute suspects aux yeux des autres médias, car non validés par le ministère...

Les grands médias « *ne parlent de violences policières que lorsqu'une vidéo amateur circule sur le net* » explique Camille de la campagne « recensement des violences policières », dans l'article de *Metronews* cité précédemment. La couverture médiatique des événements du 28 avril semble lui donner raison. Deux jours après la manifestation, plusieurs témoignages vidéo de violences policières circulent; certains sont relayés par des médias comme le Huffington Post ou France Télévisions. Le Parisien publie quant à lui les images de l'« évacuation musclée » de la place de la République, au soir du 28 avril.

La diffusion de ces témoignages dans les grands médias reste néanmoins marginale. La dépêche AFP sur l'évacuation de la place de la République, largement reprise, se fait l'écho du bilan de la préfecture: vingt-quatre personnes placées en gardes à vue, aucun blessé. La vidéo du *Parisien* montre pourtant plusieurs blessés. Une manifestante affirme que deux de ses proches ont été hospitalisés. Mais plutôt que de questionner les sources policières, certains médias préfèrent s'interroger: qui

sont les « casseurs »? Les sites du *Point*, ou de *l'Express* y consacrent un article, sur la base d'une nouvelle dépêche AFP.

Et convoquent, pour y répondre, un sociologue... et cinq sources policières.

Comparée à celle du 28 avril, la manifestation du premier mai fait l'objet d'une couverture plus modeste. Le bilan donné par la préfecture est moins spectaculaire: deux blessés légers

(un policier et un manifestant) et dix personnes interpellées à Paris. Les manifestations se seraient tenues dans « de bonnes conditions » selon les mots du ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve. Les chaînes d'information en continu s'en tiennent à couvrir les « débordements », débattre du « harcèlement » des forces de l'ordre... et de leur supposé laxisme, comme le note Samuel Gontier sur son blog. Dans son direct de 15h à 18h, BFM-TV voit des casseurs partout, comme le rapporte Pascal Maillard, des « black-blocs » « dangereux », « masqués et casqués ». Rien sur les nombreux blessés parmi les manifestants, dont font état plusieurs témoignages (comme celui de l'équipe médicale de Nuit debout).

Plusieurs médias s'interrogent néanmoins sur l'attitude de la police dans la manifestation parisienne, qui aurait exacerbé la tension. Innovation majeure: le discours officiel de la préfecture sur les « casseurs » est mis en balance avec les témoignages de manifestants (*lemonde.fr*, *liberation.fr* et *20minutes.fr*). Dans *l'Humanité*, un policier syndicaliste dénonce la stratégie des autorités: « *tout est mis en place pour que ça dégénère* ».

La place de la République est à nouveau évacuée, après 22 heures, dimanche 1^{er} mai. Des manifestants sont « escortés » par la police jusqu'au métro Jacques-Bonsergent. Des gaz lacrymogènes sont employés dans la station (comme le relate ce témoignage), et on compte au moins un blessé suite à une chute (comme le montre cette vidéo). Mais l'épisode ne sera évoqué, à notre connaissance, que dans le site *Metronews*. Un article de Bastamag recense les violences policières rapportées du 28 avril au 1^{er} mai; mais de ces violences, les revues de presse de

France Inter ou de France info du lundi 2 mai n'en feront pas mention.

En reprenant les informations préfectorales (bien souvent sans nuance), les médias reviennent avec la constance d'un métronome sur les heurts en marge des cortèges. Un moyen de faire diversion? En tout cas, qu'ils le veuillent ou non, ils contribuent de la sorte à jouer — en deux temps — la partition du gouvernement: ne pas parler du fond (la loi El Khomri) et décrédibiliser le mouvement.

RAPPEL À L'ORDRE

C'est une habitude. Mieux, un leitmotiv. Dès que des mobilisations tournent à l'affrontement, dès que des vitrines sont brisées et des voitures brûlées, ou plus récemment, dès qu'une chemise est déchirée ou un pot de fleur renversé, les porte-voix des grands médias sonnent la fin de la récré. « Il est temps, clament-ils en chœur, que les leaders prennent leurs responsabilités et ordonnent aux fortes têtes de rentrer dans le rang! » C'est le moment du rappel à l'ordre.

Les acteurs du mouvement Nuit debout, et les porte-parole des syndicats ou des partis politiques s'opposant à la loi El Khomri, se verront sommés de condamner les violences et les casseurs. En déplaçant ainsi la discussion sur ce terrain, les médias exercent leur vrai pouvoir: circonscrire le débat en prescrivant *ce à quoi il faut penser* (les affrontements plutôt que la loi El Khomri) et tracer le périmètre de l'échange (les violences des casseurs plutôt que celles des policiers). À plusieurs reprises des invités, « mauvais clients », ne se sont pas laissés dompter par les assignations intempestives des journalistes. Les médias les ont forcés à jouer un jeu qu'ils ont — à juste titre — refusé de jouer. Deux exemples révélateurs: Caroline de Haas, militante féministe, invitée sur I-Télé et Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, sur BFM-TV.

Invitée sur I-Télé le 28 avril 2016, Caroline de Haas « *à l'origine de la pétition contre la loi El Khomri* », doit faire face à un interrogatoire en règle d'Olivier Galzi. Dès la première question, le ton est donné — sur fond d'images d'affrontements diffusées en continu sur le mur d'écrans géants devant lequel se tiennent le jour-

naliste et son invitée: « Moins de participants mais plus de violence, 24 policiers, une trentaine d'ailleurs selon un dernier bilan ce soir, ont été blessés, dont trois très grièvement à Paris, votre réaction justement quand vous voyez ça? » Ne souhaitant pas rentrer dans le jeu imposé par l'animateur, elle tente d'emblée de déplacer le thème de la discussion: « Ça me rend triste, parce que résultat, tous les journaux télévisés, comme le vôtre, comme tous les autres, n'ont parlé que de ça et n'ont pas du tout parlé de la Loi Travail ». Galzi insiste — « Il n'y a que ça qui vous rend triste? » — puis ne lâchera plus sa proie, la forçant à rester sur ce terrain. Échantillon d'un questionnaire à sens unique: — « Mais vous y étiez à Nation quand ça s'est produit? » — « Pour vous c'est de la faute des policiers alors ce qui se passe là? »

— « Donc pour vous c'est une mauvaise gestion policière de l'événement, c'est ce que vous dites? »

— « Bernard Cazeneuve dit ce soir: "Il serait quand même temps que les organisateurs — dont vous faites partie — condamnent beaucoup plus fermement ces violences-là"... Est-ce que vous le faites ce soir? »

— « Peut-être qu'il réagissait Bernard Cazeneuve aussi au tweet du président de l'Unef. Vous avez été vous-même longtemps à l'Unef, vous me direz ce que vous en pensez, regardez ce qu'il dit: " Manifester est un droit, ça ne doit pas être une prise de risque à cause d'usage disproportionné de la force par la police", donc très clairement il dit: "Il y a un problème, la police a un usage disproportionné de la force et c'est pour ça qu'il se passe ce qu'il se passe aujourd'hui quoi". »

— « Et vous les mettez sur le même plan [les violences policières et celles des « casseurs »], vous mettez tout ça sur le même plan, le ministre de l'intérieur disait: "On ne peut pas mettre ça sur le même plan". Il y a des policiers qui essaient de protéger et il y a des gens qui les agressent, c'est quand même assez factuel, leur fonction est de protéger et là ils sont agressés. »

Une fois terminé le rappel à l'ordre auquel Caroline de Haas n'a pas souhaité se plier, Olivier Galzi, plutôt que d'aborder les causes des mobilisations, préfère compter les manifestants: « 170000 manifestants dans toute la France selon la police, 500000 selon la CGT, quoi qu'il en soit et quel que soit le chiffre qu'on retienne, c'est deux fois moins qu'il y a un mois à peu près. Ça vous inquiète, vous vous dites ça y est ça se tasse, c'est fini? » C'est une autre façon de s'attaquer à un mouvement: le tuer dans l'œuf, en évoquant une prétendue résignation...

Trois jours plus tard, sur BFM-TV, le 1^{er} mai 2016, c'est au tour d'Olivier Besancenot de répondre aux sommations des journalistes. L'entretien — on s'en doute — ne tourne pas autour de la Loi El Khomri, ni des sujets sociaux qui justifient les défilés du 1^{er} mai... D'ailleurs la première question donne le la: « Olivier Besancenot [...] est-ce que vous vous sentez une proximité avec ces slogans-là et avec ceux qui, on le voit sur ces images, s'en prennent à la police? » Le leader du NPA refusant de rentrer dans ce petit jeu médiatique, condamne « la stratégie gouvernementale » et demande à ce que soit « désenclavé le dispositif policier ».

Pas satisfaite par la réponse, Apolline de Malherbe insiste: « On va avoir le temps de s'exprimer sur tout ça, Olivier



Besancenot, restons d'abord justement sur ces faits-là. Vous dites en gros que le gouvernement a intérêt à ce que ça dégénère, ou en tout cas cherche à ce que ça dégénère. » La réponse de Besancenot est sans ambiguïté: « Ben oui, la preuve, regardez, de quoi on parle ce soir? On ne parle pas de la Loi Travail. Vous montrez en boucle, avec insistance, comme à chaque fois, ces images qui dégénèrent. Donc le but c'est quoi? C'est de faire peur, de diviser le mouvement... »

Une réponse qui aurait justifié qu'on passe à autre chose. Mais il n'en sera rien. BFM-TV, chaîne de racolage continu, préfère épiloguer à l'infini et poursuivre l'interrogatoire. Échantillon des questions posées à Olivier Besancenot:

— « Est-ce que vous **condamnez**...? »

— « Mais Olivier Besancenot vous avez dit le mot "condamner", vous avez dit "ce que je condamne aujourd'hui ce sont en gros les provocations et l'attitude du gouvernement", vous ne **condamnez** pas les violences? »

— « Mais les violences elles-mêmes, vous ne les **condamnez** pas? »

— « Donc les violences... non mais justement, je vous demande: qu'est-ce que vous **condamnez**? Je reprends votre mot, Olivier Besancenot »

— « Pour vous, ce que je voudrais simplement qu'on voie, c'est que vous, ce que vous **condamnez** c'est ça [les photos de violences policières montrées par Besancenot], ce n'est pas ça [les images de « casseurs »] »

— « Donc Olivier Besancenot, à aucun moment, vous ne **condamnez** les violences des manifestants? »

— « Pardon, Olivier Besancenot, mais pour vous, il y a vraiment d'un côté les gentils, et de l'autre côté les méchants? Il n'y a pas un moment où vous dites pas "Je **condamne** les deux", quoi, non? »

— « Vous les regrettez malgré tout, alors sans aller jusqu'à les **condamner**, est-ce que vous les regrettez? »

À chaque « injonction », Olivier Besancenot refuse de répondre. Cela dure plus de sept minutes. Puis après avoir accepté de déplacer la discussion sur les enjeux de ces mobilisations (pendant quatre minutes seulement), la journaliste de BFM-TV revient à la charge pendant quatre nouvelles minutes. L'occasion d'avoir un nouvel échange où le cocasse flirte parfois avec le surnaturel. Pas moins de onze fois, Apolline de Malherbe pose la **même question** à Olivier Besancenot: se désolidarise-t-il des casseurs? Mais décidément, l'invité refuse de jouer le jeu et de répondre à cet interrogatoire. Qu'importe,

la non-réponse d'Olivier Besancenot fera l'affaire de la chaîne d'information qui publiera la vidéo de « L'after RMC » sous le titre: « Olivier Besancenot refuse de condamner les violences lors des manifestations ». Quand on veut, on peut!

« Encore des manifestations, encore des incidents, encore des débordements, c'est, en quelques mots résumée, la journée d'hier, 1^{er} mai » s'agace Thomas Sotto, sur Europe 1. C'est aussi, en quelques mots résumés, le traitement médiatique des manifestations du 28 avril et du 1^{er} mai par les grands médias. Son interlocuteur évoque-t-il certaines violences de la part de la police? Sotto tempère: « Ce qu'on a vu ces derniers jours, c'est quand même des casseurs qui viennent casser des abribus. » Ce qu'on a vu, ou ce que les grands médias ont montré?

Dans ce chœur médiatique, les invités convoqués pour représenter les manifestants apportent une voix dissonante; mais dans quelles conditions, lorsqu'il s'agit exclusivement d'évoquer

les mobilisations sous l'angle des violences, et que le plateau prend la forme d'un tribunal médiatique où l'accusé est enjoint à « condamner les violences »? La remise en cause claire du cadre même du débat médiatique par les « invités » semble alors inévitable... au risque de se faire « mauvais client ».

Plus tard dans son entretien sur Europe 1, Thomas Sotto, exaspéré, s'interroge: « Une manif égale une castagne, il faut s'y faire, c'est comme ça maintenant? [...] Ça veut dire que c'est aussi aux organisateurs, pardon, mais de foutre dehors ces casseurs qui sèment la pagaille? » Cette question en appelle d'autres: jusqu'à quand certains éditorialistes pourront-ils ignorer les violences subies par des manifestants (et non des « casseurs »), alors que Reporters sans frontières dénonce les violences policières contre les journalistes? Et que la ligue des droits de l'homme demande la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur ces mêmes violences? Et en définitive, le rôle des médias est-il d'informer, ou d'assurer le maintien de l'ordre aux côtés de la police et de la préfecture?

BFM-TV en état d'alerte maximum

Les bandeaux qui se succèdent à l'écran sur BFM-TV ne sont pas quelconques. Ce sont – excusez du peu – des « Alertes infos »... qui alertent surtout sur l'état d'alerte de BFM-TV. Le jeudi 28 avril, la chaîne d'information s'est placée en état d'alerte maximum pour relater, en continu et presque exclusivement, les affrontements qui ont ponctué les quelque 150 à 200 rassemblements et manifestations contre la « loi El Khomri ».

Informé, c'est choisir. BFM-TV a choisi: de diffuser des flots d'images des affrontements, de s'informer presque uniquement auprès des sources policières, de réserver la parole à la Préfecture, au gouvernement, aux syndicats de policiers et de n'interroger les organisateurs des manifestations que sur les affrontements pour les sommer de les condamner.

Focalisation sur les heurts, qui se traduit dans ces bandeaux dont nous avons relevé, sauf omission, la totalité, et qui résument la teneur des informations proprement dites.

Un policier a été gravement blessé: l'information fut immédiatement donnée. Le lendemain, les médias (dont BFM-TV) rapportaient qu'un manifestant venait de perdre l'usage d'un œil. Au fait, combien de blessés parmi les manifestants étrangers aux affrontements? Ne pouvant bénéficier des comptes de la préfecture de Police, BFM-TV va enquêter, c'est certain!

Et quoi d'autre? Rien. Ah si. Perdu parmi tous ces bandeaux, celui-ci:



TF1 ET FRANCE 2 AU SECOURS DES MAL-AIMÉS DE LA POLICE

Le mercredi 18 mai étaient organisés, dans plusieurs villes de France, des rassemblements contre la « haine anti-flics », à l'initiative de plusieurs syndicats de policiers. Une telle mobilisation ne pouvait manquer d'attirer l'attention des médias, et il nous a semblé utile de scruter attentivement la couverture de ces rassemblements par les deux principaux journaux télévisés de la mi-journée, ceux de TF1 et de France 2. Et nous n'avons pas été déçus, a fortiori lorsque l'on compare le traitement de la mobilisation policière avec celui d'autres mobilisations organisées le même jour : celle des routiers et celle des cheminots.

I. SUR TF1 : « REMONTER LE MORAL DES FORCES DE L'ORDRE »

À tout seigneur tout honneur, c'est par le 13h de Jean-Pierre Pernaut que nous commencerons cette étude. Le JT s'ouvre par deux sujets consacrés aux routiers et aux cheminots mobilisés.

Amuse-bouche

À propos des routiers, TF1 a choisi un angle... original: s'intéresser, non aux motifs de la grève, mais à ses conséquences. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: sur les 1'25 de reportage, 1'15 (soit près de 90 % du temps) sont consacrées aux répercussions de la grève des routiers au Havre, avec entre autres les embouteillages et le début de pénurie de carburant. L'inévitable micro-trottoir donne la parole à plusieurs automobilistes, forcément en colère, durant 25". Et même si 10" sont généreusement accordées au co-secrétaire de l'union locale CGT, on ne saura à peu près rien des motifs de la grève et des revendications des grévistes.

Puis, vient le tour des cheminots. Ou plutôt, des « usagers ». Dans le lancement d'un sujet lui aussi exclusivement occupé par les conséquences de la grève, Jean-Pierre Pernaut précise: « motif de ce conflit: les négociations sur les règles de travail des cheminots ». C'est tout? C'est tout. Et l'on n'en apprendra pas davantage dans le « reportage » tourné en gare de Toulouse, dont plus de la moitié du temps (40") consiste en... un micro-trottoir réalisé auprès des « usagers ». Aucun cheminot ou représentant des cheminots n'est interrogé. On ne saura donc rien, là encore, des motivations des grévistes. On apprendra toutefois qu'ils sont 15 % « selon la direction ». Et selon les syndicats? Mystère.

« Une mobilisation exceptionnelle »

Après ces amuse-bouche, vient l'heure de la mobilisation « exceptionnelle », selon les termes de Jean-Pierre Pernaut,

des policiers. Une fois n'est pas coutume, le présentateur du JT de TF1 prend le temps de détailler les motifs de la mobilisation, avec un lancement explicatif de 35 secondes, durant lequel on apprend, entre autres, que les rassemblements sont « à l'appel de tous les syndicats de policiers, excédés par deux mois de violences dans les manifestations contre la Loi Travail », que « les policiers veulent dire leur désarroi » et que « c'est toute une profession qui se sent dénigrée et insultée, y compris par les affiches de la CGT il y a quelques jours ».

Le reportage qui suit est tout à la gloire des policiers, et la parole est donnée à deux représentants syndicaux (Alliance et le Syndicat des commissaires de police), qui peuvent s'exprimer durant plus de 30 secondes sur les raisons de leur mobilisation. Puis, retour plateau, et Jean-Pierre Pernaut questionne, en duplex, Pierre Baretti, en direct de la place de la République. La réponse de ce dernier mérite d'être reproduite *in extenso*:

« C'est vraiment une première du genre puisque là ce n'est pas une manifestation catégorielle. Un mois avant les attentats, le 14 octobre, Place Vendôme, les policiers avaient manifesté pour des moyens. Cette fois-ci c'est vraiment plus qu'un coup de gueule, c'est un signal d'alarme au gouvernement en disant "Nous on nous dénigre systématiquement, nous sommes visés, nous sommes des cibles d'une minorité violente, nous n'accepterons pas ça plus longtemps." C'est bien ce qu'ils sont venus dire. Et les chiffres que vous avez rappelés, 350 blessés chez les CRS, les gendarmes mobiles et les policiers en civil sont là pour tout dire, il y a eu des manifestations extrêmement violentes, les policiers qui ont pris des pavés, des fusées de détresse, bref, toutes les munitions à la disposition d'une frange extrêmement violente. Les policiers surtout nous disent autour de nous aussi qu'ils aimeraient être mieux commandés, plus vite, pour pouvoir réagir non pas pour réprimer, mais pour éviter ces grands

débordements. Il y a eu d'ailleurs une grande vidéo, derrière nous, qui a été diffusée, pour dire non à la haine du flic, non à ce que tous les policiers de France ressentent, cette peur, cette haine du flic, c'est cela qu'ils veulent dénoncer aujourd'hui. »

A-t-on vraiment besoin d'insister sur l'exceptionnelle empathie du journaliste de TF1, visiblement de tout cœur avec les policiers mobilisés? Et surtout, est-il nécessaire de souligner à quel point le JT de Jean-Pierre Pernaut illustre, jusqu'à l'excès, le « deux poids deux mesures » dans le traitement des mobilisations, selon qu'il s'agisse de cheminots (et de routiers) ou de policiers?

Remonter le moral de la police

Après Paris (et 25 secondes de Bernard Cazeneuve déclarant son soutien aux policiers), TF1 nous propose quelques images de la mobilisation des policiers à Nantes (« où il y a eu tant de violences lors des manifestations de ces dernières semaines »). Puis, Jean-Pierre Pernaut évoque le sondage publié par *Le Parisien* le 18 mai au matin, selon lequel 82 % des personnes interrogées auraient « une bonne opinion des policiers ». Nous aurons probablement l'occasion de revenir sur ce sondage qui, comme tout sondage, comporte de nombreux biais, mais ce qui nous intéresse ici est la lecture et l'interprétation qu'en fait Jean-Pierre Pernaut. En effet, selon le présentateur du JT, « **[les policiers mobilisés] dénoncent la haine anti-flics et une immense majorité de Français les soutient. Dans un sondage publié ce matin par Le Parisien, 82 % des Français ont une bonne opinion de la police et 91 % comprennent leur ras-le-bol d'aujourd'hui** ». Une question aurait-elle été posée concernant la mobilisation du 18 mai? Vérification faite, non. Les 91 % correspondent en réalité au taux de réponse favorable à la question suivante: « Avec l'état d'urgence qui dure depuis des mois, le mouvement *Nuit debout* et les manifestations contre la loi El Khomri, de plus en plus de policiers disent ressentir du ras-le-bol et de la fatigue physique et morale. Vous, personnellement, les comprenez-vous? ». La question, dont la formulation est déjà fort discutable, ne porte donc absolument pas sur la mobilisation du 18 mai qui dénonce, rappelons-le, la « haine anti-flics ». Mais ce n'est pas un problème pour Jean-Pierre Pernaut, qui réussit à transformer les réponses à cette question en soutien à la mobilisation...

Suit alors un court reportage réalisé à Lille, destiné à illustrer les résultats du sondage, avec un inévitable... micro-trottoir. Durant 35'', des passants s'expriment et témoignent de leur confiance, de leur soutien, de leur empathie pour les policiers. Et, pour terminer en fanfare, la journaliste nous apprend que « même chez les plus jeunes, l'image du policier qui secourt et protège existe encore¹ ». Preuve à l'appui (?) avec le témoignage d'un jeune, sans aucun doute choisi au hasard, qui affirme, dans un court extrait de 7'', qu'il n'a « pas de raison particulière de ne pas aimer la police ». CQFD.

La conclusion de ces 6'30 consacrées à la mobilisation policière peut alors être énoncée: « De quoi peut-être remonter

un peu le moral des forces de l'ordre, en plein état d'urgence depuis plusieurs mois ». « Remonter le moral des forces de l'ordre »: tel était sans doute l'objectif du JT de Jean-Pierre Pernaut. Mission accomplie?

II. SUR FRANCE 2: « LES POLICIERS SONT SOUTENUS PAR LES COMMERÇANTS »

Les commerçants « solidaires »?

Le JT de France 2 a choisi d'ouvrir avec la mobilisation des policiers, tout en y consacrant un peu moins de temps (5'05) que TF1. Et là encore, tout est fait pour susciter l'empathie, sinon la sympathie des téléspectateurs, à commencer par le lancement en plateau: « C'est donc un mouvement exceptionnel. Des policiers, en ce moment dans la rue, parce qu'ils se sentent mal-aimés, agressés. Applaudis après les attentats, ils sont pris pour cibles depuis le début des manifestations contre la Loi Travail. Plus de 300 agents blessés depuis deux mois ». Idem avec le lancement du sujet tourné à Paris: « Cette fois ce sont eux qui manifestent. Des centaines de policiers place de la République, là même où plusieurs rassemblements de *Nuit debout* ont dégénéré. Les policiers dénoncent les violences à leur rencontre. 350 d'entre eux ont été blessés depuis le début des manifestations contre la Loi Travail ». Les raisons de la mobilisation sont là encore longuement rappelées (violences dans les manifestations, policiers blessés, etc.), et la parole est donnée aux représentants syndicaux, avec 35'' d'interviews. Ce qui ne sera pas le cas, comme on le verra, des cheminots et des routiers...

Petite originalité (service public oblige?) avec un sujet réalisé « à Rennes, ville où les manifestations contre la Loi Travail ont été très violentes » et où, apprend-on, « les policiers sont soutenus par les commerçants, excédés eux aussi par les casseurs ». À l'écran, cela donne ça:



Qu'apprend-on dans le reportage? Que « les » commerçants, donc, sont « excédés »: « vitrines dégradées, baisse de fréquentation et de chiffre d'affaires ». Illustration (?) avec des images du rassemblement des policiers à Rennes, où « une centaine de policiers excédés [décidément, que d'excès!] manifestent devant le commissariat ». Et, apprend-on: « Dans le rassemblement, quelques commerçants de la ville ». La démonstration que « les commerçants » de

Rennes « soutiennent » les policiers s'appuie donc sur la présence de « quelques »-uns d'entre eux dans le rassemblement... La parole leur est (évidemment) donnée par France 2, avec le témoignage d'une commerçante présente. Retour en centre-ville ensuite, où, nous dit-on « *les commerçants comprennent l'exaspération des policiers* » et « *tous sont concernés par les violences* ». D'ailleurs, deux commerçantes interviewées par France 2 le confirment. Une enquête rondement menée! On se demande si le journaliste a demandé aux commerçantes ce qu'elles pensaient du tir de flash-ball qui a valu à un jeune Rennais, âgé de 21 ans, de perdre un œil. Mais on a comme un doute.

Cheminots, routiers, circulez!

La mobilisation à la SNCF fait l'objet du reportage suivant. Le ton change soudain en plateau, ainsi que la qualité des informations quant aux raisons de la mobilisation. En témoigne le lancement: « *Dans ce contexte social très chargé, l'autre actualité de la matinée c'est la grève des cheminots à la SNCF. Conséquence, d'importantes perturbations sur les rails et en gare pour les voyageurs* ». C'est tout? Là encore, oui, c'est tout. Et comme on pouvait s'y attendre, ce n'est pas le reportage qui nous en apprendra davantage, puisque le sujet de 1'35 consacré à la grève des cheminots (soit quatre fois moins que pour les policiers) est en intégralité centré sur les perturbations (avec 45" de micro-trottoir), avec seulement... six secondes (et une phrase) consacrées aux raisons de la grève: « *une grève, à l'appel de la CGT et Sud-Rail, contre la Loi El Khomri, et pour défendre le statut des cheminots* ». Point. Comme sur TF1, aucun cheminot, et aucun représentant des cheminots, n'est interrogé.

Avant de « passer » à la mobilisation des routiers, le JT de France 2 informe: « *Et notez que demain le trafic sera aussi perturbé dans les airs, en raison d'une grève lancée par le premier syndicat de l'aviation civile. 15 % des vols seront annulés à l'aéroport d'Orly* ». Les raisons de la grève? Aucune, visiblement. Une grève pour rien, sans doute. Vient ensuite, donc, le tour des routiers,

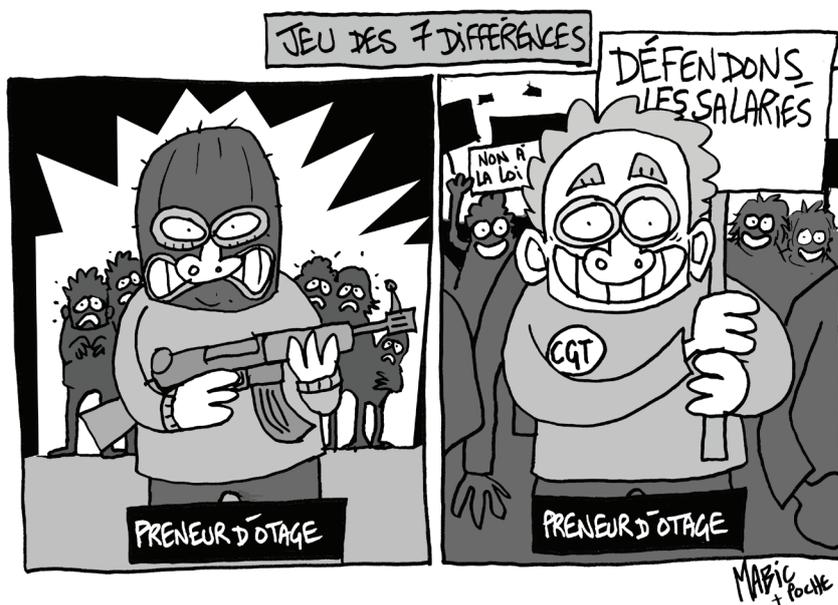
avec plus de 3 minutes consacrées à leur grève. Mais là encore, l'essentiel n'est pas la mobilisation, mais ses conséquences, avec un sujet jumeau de celui de TF1 (au Havre) consacré aux bouchons et à la pénurie de carburant, durant lequel, alors que 30" ont été proposées aux automobilistes (évidemment « excédés »), seules 12 secondes sont offertes généreusement à un gréviste avec, de surcroît, une question particulièrement neutre: « *L'objectif c'est d'asphyxier la ville?* »

On ne saura donc pas grand chose des motivations des grévistes, et on ne saura pas non plus si d'autres secteurs de la population sont « solidaires » de leur mouvement. Car l'essentiel est ailleurs: un camion qui a voulu contourner un barrage routier à proximité du Havre a percuté une automobile, dont le conducteur est décédé sur le coup. Voilà qui méritait bien un duplex avec la journaliste envoyée au Havre, durant environ 35 secondes. La mort de l'automobiliste est bien évidemment un fait divers tragique. Mais cela méritait-il, lors d'une « page » du JT consacrée, ou présentée comme telle, à la mobilisation des routiers, trois fois plus de temps que la parole des routiers eux-mêmes?

On l'aura compris: sur TF1 comme sur France 2, une mobilisation n'est pas égale à une autre. Mais parado-

xalement, la couverture des rassemblements policiers démontre, jusqu'à l'excès, que le mal-traitement médiatique des mobilisations sociales n'est pas une fatalité. Il ne s'agit bien évidemment pas de demander aux journalistes de faire preuve d'autant d'empathie à l'égard des cheminots, des routiers, voire des étudiants ou des enseignants, qu'ils en ont fait preuve à l'égard des policiers, car tel n'est pas le rôle d'un média d'information. Mais on se prend à rêver qu'à l'avenir, les mobilisations sociales bénéficient d'un traitement aussi « fourni » et précis quant aux motivations des grévistes et/ou des manifestants, chiffres et interviews à l'appui, et que les téléspectateurs soient aussi bien renseignés qu'ils l'ont été le 18 mai à propos des policiers mal-aimés. Peut-être lors de la prochaine manifestation contre les violences policières?

[1] Notons que là encore, TF1 « joue » avec le sondage du *Parisien*. En effet, lorsqu'on lit les résultats détaillés de l'enquête et les commentaires de l'institut Odoxa, on apprend que « *l'hostilité à la police, bien que très minoritaire, a presque doublé en l'espace de six mois, passant de 6 % en octobre 2015 à 10 % aujourd'hui [et que] ce sentiment, très fort, concerne tout de même 22 % des sympathisants d'extrême-gauche, 22 % aussi des jeunes âgés de 18 à 24 ans et 16 % de leurs aînés âgés de 25 à 34 ans* ».



CHAMPIONS EN TITRES

Parmi ces 30 titres, seuls 10 ne sont pas authentiques. Saurez-vous retrouver lesquels ?

A 6 ans, il appelle la police pour dénoncer son père qui a grillé un feu rouge **1**

L'eau de Lourdes responsable d'une épidémie de gastro ? **3**

Presles: il dérobe une collection de luths... et se retrouve au violon **5**

Rang-du-Fliers : le détenu tente de s'évader en sautant par la fenêtre... et atterrit sur un policier **7**

Versailles : Le concert d'André Rieu dégénère **9**

Dunkerque: le chat, témoin gênant d'un vol, finit dans le congélateur **11**

L'incroyable histoire du tueur en série devenu policier **13**

Perdu et attaqué par un chien, il termine neuvième d'un 10km **15**

Il lance un alligator par la fenêtre d'un fast-food "pour rigoler" **17**

Le plus jeune bachelier de France contrôlé positif à un test anti-dopage **19**

OM-PSG : les supporters marseillais caillassent un bus de touristes chinois par erreur **21**

Un homme tire sur son fils en chassant les canards: «Je l'ai pris pour un gros chat» **23**

Inondations : « Castelsarrasin est devenue la Venise du Tarn-et-Garonne » **25**

Francis, l'homme d'affaires à la retraite, s'est retrouvé dans le métro avec son 4x4: "Je suis mort de honte, mais je suivais mon GPS" **27**

Montigny-le-Bretonneux **29**
Le voleur de C&A se prenait pour le "bonhomme Cetelem"

Mayenne. Le voleur de moutons fournissait les kebabs **2**

Le cousin du jihadiste arrêté **4 pour... conduite en état d'ivresse !**

Une mouette devient orange après être tombée dans une cuve de tikka massala **6**

À 180 km/h sur l'A1 : « Je roulais vite, parce que je n'avais plus d'essence ! » **8**

Bergerac : Le sosie de Johnny Halliday condamné pour fraude fiscale **10**

Toulouse : une femme vient faire goûter sa cocaïne et son crack aux policiers **12**

VIDEO. A la recherche d'un mérou géant, ils **14** trouvent un homme échoué sur une île déserte

A qui appartient ce sac de coke ? Les aléas du covoiturage **16**

Roubaix: «Elle a dit qu'elle allait au marché, et en fait, elle est partie en Syrie» **18**

Il boit parce qu'il se fait du souci pour la santé de Johnny Hallyday **20**

Ivre, il vote pour le Parti socialiste **22**

Un homme arrêté pour l'enlèvement d'un **24** enfant alors qu'il transporte... un nain de jardin

Ivre, elle oublie pourquoi elle veut porter plainte **26**

Meaux: Il se convertit à l'Islam après un baptême de plongée **28**

Toulouse : nu, il casse des voitures, s'enfuit accroché à un camion et résiste à un tir de taser **30**

DES LIVRES ET DES FILMS POUR PROFITER DE L'ÉTÉ

Entre notre dossier sur le traitement médiatique des mobilisations sociales contre la Loi Travail et nos classiques « jeux de l'été », vous reprendrez bien un peu de critique des médias ? Nous avons compilé de rapides résumés de livres et de vidéos de critiques des médias, analyses universitaires ou plus légères, générales ou particulières, qui devraient faire l'affaire. Certains de ces résumés proviennent d'articles rédigés par des adhérents d'Acrimed pour le site internet : qu'ils en soient remerciés.

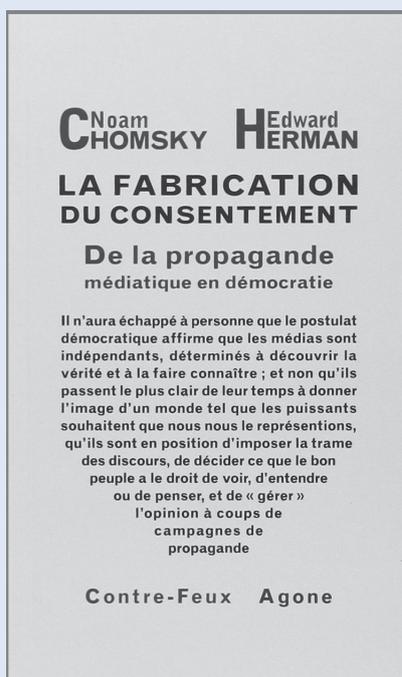
LES INCONTOURNABLES

Côté lectures

— *La fabrication du consentement*,

de Noam Chomsky et Edward Herman

Cet ouvrage, paru aux États-Unis en 1988 et dont une nouvelle traduction française est disponible depuis 2008 chez Agone, propose un « modèle de propagande » explicatif du fonctionnement des médias de masse. L'analyse se base essentiellement sur des exemples de traitements médiatiques de différents événements aux États-Unis. Ainsi, les révolutions et les guerres en Amérique latine, les guerres au Vietnam et au Cambodge, le traitement des communistes, sont tour à tour convoqués pour appuyer le modèle des auteurs. Celui-ci repose sur l'identification de cinq filtres médiatiques : 1. Tailles, actionnariat, orientation lucrative — 2. La régulation par la publicité — 3. Les sources d'information — 4. Contrefeux et autres moyens de pressions — 5. L'anticommunisme. Un incontournable pour qui veut aller plus loin que la simple critique descriptive.



— *Sur la télévision*, de Pierre Bourdieu

Voici un petit livre, moins universitaire et beaucoup plus facile d'accès que le précédent. Bourdieu, qui n'a jamais pu réaliser le travail de recherche qu'il aurait aimé faire sur les médias, constate l'homogénéisation et l'appauvrissement des informations transmises par la télévision, en lieu et place de la formidable démocratisation du savoir qu'un tel média aurait pu servir. Certains des mécanismes de ce processus sont décrits, comme les censures conscientes et inconscientes ou les compétitions pour l'audimat et les annonceurs. À travers cet ouvrage, c'est le monde médiatique soumis à la loi du marché qui est décrit de manière limpide.

Côtés vidéos

— *Les Nouveaux Chiens de garde*,

de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat

Ce film documentaire, inspiré du livre du même nom de Serge Halimi, présente le système médiatique des éditocrates et autres experts consacrés, en ponctuant les images d'archives d'interviews de Frédéric Lordon, Henri Maler, Michel Naudy ou encore François Denord qui analysent les travers du milieu. Sorti en 2012, le film opère des constats plus que jamais d'actualité : concentrations des médias dans les mains d'industriels milliardaires, manque d'indépendance et de pluralisme, marchandisation de l'information... Le constat est édifiant, et le film, qui ne fait pas de cadeau, traite, par l'humour, de ces différents mécanismes.

MADE IN ACRIMED

Côté lectures

— *Tous les médias sont-ils de droite ?*,

de Mathias Reymond et Grégory Rzepski

Cette production d'Acrimed, à lire en ces temps pré-électorales, s'attache à démontrer les travers du traitement médiatique de l'élection présidentielle, qui aggravent les tendances néfastes inscrites dans les institutions mêmes de la V^e République. Les chapitres dessinent quatre de ces mécanismes : le primat des jeux politiques sur les enjeux politiques ; le primat des personnalités sur les programmes ; l'étouffement de la parole des « petits » candidats au profit du bipartisme ; l'élaboration d'un cadre de réflexions « politiquement pensable ».

Côté vidéos

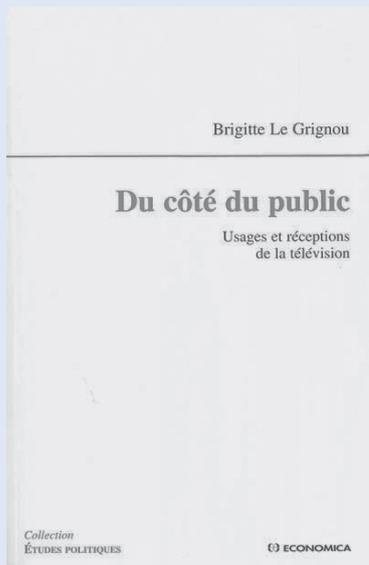
Acrimed propose un grand nombre de contenus vidéo sur sa chaîne Youtube! Depuis les Jeudis d'Acrimed filmés par nos soins jusqu'aux montages humoristiques de moments médiatiques d'anthologie, en passant par notre petite dernière sur le sexisme des médias, il y en a pour tous les goûts.

PASSÉS (TROP) INAPERÇUS

Côté lectures

— *Les médias et la banlieue*, de Julie Sedel

Le livre de Julie Sedel est issu de sa thèse de sociologie, et est donc nécessairement un livre universitaire. Il ne se borne pas à analyser les « clichés » journalistiques, mais il s'efforce de mettre en rapport le traitement médiatique des quartiers populaires avec trois transformations : les transformations de ces quartiers depuis le début des années 1980, les transformations des métiers du journalisme, les transformations de l'intervention des acteurs locaux en direction des médias.



— *Du côté du public*, de Brigitte Le Grignou

Cet ouvrage prend le contre-pied de la critique des médias traditionnelle, pour se placer du côté du public et interroger la — ou plutôt les — réceptions des médias. Le principal mérite du livre de Brigitte Le Grignou est de proposer non seulement une synthèse très complète des travaux qui se situent « du côté du public », mettant en valeur la multiplicité des approches existantes et leur fécondité, mais aussi une discussion des problèmes qu'ils soulèvent. Un livre de référence, donc.

Côté vidéos

— *DSK, Hollande, etc.*, de Julien Brygo, Pierre Carles, Nina Faure, Aurore Van Opstal

Ce film documentaire prend ancrage dans la campagne présidentielle de 2012 et analyse la manière dont les médias contribuent à accentuer la bipolarisation de l'élection autour de deux principaux partis. Mépris des « petits » candidats, orchestration des débats et délimitation des sujets de discussion et surtout mise en scène de la compétition électorale

sur le modèle d'une course hippique... à grand renfort de sondages et de commentaires de sondages. Indispensable pour se prémunir contre les manipulations médiatiques par les temps qui courent.

PLUS RÉCEMMENT...

Côté lectures

— *8 femmes sur un plateau*, de Marlène Coulomb-Gully

De portraits en portraits, l'auteure de cet ouvrage retrace non seulement la vie professionnelle de 8 femmes journalistes, mais aussi une certaine histoire de la télévision française. Les anecdotes relatées, dont on préférera rire que pleurer (si l'on peut), sont édifiantes tant elles montrent l'humiliation et la relégation des femmes dans un monde journalistique dirigé par des hommes. Les réflexions menées par Marlène Coulomb-Gully portent notamment sur l'utilisation de la « féminité », les rapports entre femmes journalistes, les relations avec les hommes, et notamment politiques. Une riche analyse des insuffisantes évolutions de ce métier.

— *La double dépendance. Sur le journalisme*, de Patrick Champagne

L'auteur de cet ouvrage, sociologue (et co-fondateur d'Acrimed), part d'exemples de terrain, médiatisations de certains faits, qui deviennent informations, puis événements. Ses réflexions le mènent du côté des représentations sociales du journaliste, tantôt héros, tantôt mis au rebut. Les contraintes politiques et économiques qui pèsent sur lui sont fortes, et des stratégies de protection sont alors mises en place, tels que les sondages, dont la scientificité est censée apporter une légitimité. Un ouvrage accessible, et idéal pour qui veut comprendre le fonctionnement des médias.

Côté vidéos

— *Contre-pouvoirs*, de Malek Bensmaïl

Le réalisateur de ce documentaire sur le quotidien algérien *El Watan* a partagé le quotidien de la rédaction au moment de la campagne présidentielle de 2014, qui vit l'élection d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat. On assiste ainsi aux conférences de rédaction, aux prises de décision, on décèle les ambiguïtés de certaines positions... Il pourrait s'agir de n'importe quel journal. Sauf qu'*El Watan* est un journal à la fois de référence, et d'opposition.



TWEETÉ OU PAS TWEETÉ ?

Saurez-vous retrouver les messages réellement tweetés par vos éditocrates préférés ?

1

Bruno Roger-Petit @B_Roger_Petit Abonné
Briser des vies. Merci la #cgt

francetv info @francetvinfo
La CGT bloque un pont à Saint-Nazaire, faisant manquer une épreuve à des candidats du #Bac2016%

Bruno Roger-Petit @B_Roger_Petit Abonné
Le fascisme. Merci la #cgt

francetv info @francetvinfo
La CGT bloque un pont à Saint-Nazaire, faisant manquer une épreuve à des candidats du #Bac2016%

2

jean-michel aphantie @jmaphatie Abonné
La #CGT veut étendre le mouvement aux centrales nucléaires et à l'électricité. Prochaine étape, la guerre civile? L'appel aux armes?

jean-michel aphantie @jmaphatie Abonné
La #CGT veut étendre le mouvement aux centrales nucléaires et à l'électricité. Prochaine étape, l'invasion de sauterelles?

3

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
#NuitDebout montre ce qu'est l'extrême-gauche, protégée par la gauche: des nostalgiques de Staline et des Khmers rouges #Finkelkraut

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
#NuitDebout montre ce qu'est l'extrême-gauche, protégée par la gauche: un mouvement violent, sectaire, antisémite, totalitaire #Finkelkraut

4

Laurent Joffrin @Laurent_Joffrin Abonné
Une bonne partie des participants à Nuit Debout se désolidarisent de ceux qui ont fait partir Finkelkraut. Ils rejoignent ma position...

Laurent Joffrin @Laurent_Joffrin Abonné
Une bonne partie des participants à Nuit Debout se désolidarisent des gens qui salissent les murs avec des graffitis. Ils rejoignent ma position...

5

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
Que l'#EURO2016 s'ouvre à qq autres pays occidentaux (Israël, Russie) peut à la rigueur se défendre mais Turquie n'a pas sa place en Europe

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
Que l'#EURO2016 s'ouvre à qq autres pays méditerranéens (Algérie, Maroc) peut à la rigueur se défendre mais la Russie de Poutine n'a pas sa place en Europe.

6

Leparmentier Arnaud @ArLeparmentier Suivre
En fait, la cgt, meilleur porte-parole de Marine Le Pen

Leparmentier Arnaud @ArLeparmentier Suivre
En fait, la cgt, meilleur agent électoral de Nicolas Sarkozy

7

BHL Bernard-Henri Lévy @BHL Abonné
Si l'Angleterre quitte l'Europe, l'Ecosse quitte l'Angleterre: les souverainistes auront détruit la nation même qu'ils prétendaient défendre

BHL Bernard-Henri Lévy @BHL Abonné
Si la Turquie rejoint l'Europe, les Kurdes quittent le Moyen-orient: les islamistes auront détruit la nation même qu'ils prétendaient défendre

8

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
M'estimant politiquement trompé, j'ai annulé ma participation à un débat sur la France en crise, organisé par l'#ActionFrançaise le 7 mai.

Ivan Rioufol @ivanrioufol Abonné
M'estimant politiquement trompé, j'ai annulé ma participation à un débat sur la défense des pandas, organisé par le #BlocIdentitaire le 7 mai.

9

jean-michel aphantie @jmaphatie Abonné
Le 49.3 : un parlement qui est négligé, c'est une démocratie qui s'affaiblit... Halte aux idées reçues sur le parlementarisme

jean-michel aphantie @jmaphatie Abonné
Le 49.3 : un parlement qui n'est pas rationalisé, c'est une démocratie qui s'affaiblit... Halte aux idées reçues sur le coup de force

10

BHL Bernard-Henri Lévy @BHL Abonné
Les attentats au couteau d'hier, en Israël, les médias n'en parlent guère. Pourquoi? Accoutumance? Banalisation? Deux poids deux mesures?

BHL Bernard-Henri Lévy @BHL Abonné
L'extrême-droite au pouvoir, en Israël, les médias n'en parlent guère. Pourquoi? Accoutumance? Banalisation? Deux poids deux mesures?

L'ÉDITOCRATIE UNANIME : HARO SUR LES GRÈVES !

La série de grèves dans le secteur pétrolier et les actions des chauffeurs routiers n'ont pas manqué de provoquer la colère des tauliers des grands médias. Sans surprise, leurs avis sont unanimes : les grèves sont irresponsables, insupportables, et elles doivent cesser au plus vite.

« UNE RADICALISATION TOUS AZIMUTS »

Le lundi 23 mai, le sujet fait la « Une » du journal télévisé de TF1 : des pénuries de carburant ont frappé de nombreuses stations-service dans le pays. L'occasion de revenir en long et en large sur les « galères » des automobilistes (4 minutes 35). L'accroche de Gilles Bouleau donne le ton : « *Chantage, prise d'otage, un vocabulaire rarement employé par un gouvernement de gauche [...] Les images d'automobilistes attendant des heures pour faire le plein ont sans doute incité le pouvoir à réagir et à désigner la CGT.* » Et les médias à lui emboîter le pas ?

Le JT de France 2 débute sur une note moins caricaturale. Un sujet fait le point sur les blocages, il est conclu par un David Pujadas à la mine sombre : « *Et nous apprenons à l'instant que le personnel du terminal pétrolier du Havre, qui représente 40 % de nos importations, vote pour la grève.* » Allons-nous en savoir plus sur les enjeux ou les revendications de ces grèves ? Non, puisque s'ensuit un long sujet (2 min.) sur la « gêne » des automobilistes et les entreprises touchées ; puis deux sujets sur l'organisation des grévistes (les barnums, tables, palettes et pneus qui brûlent) et sur le profil des manifestants qui tiennent les barrages. Puis une longue explication sur la pénurie. Qu'on se rassure : grâce aux stocks stratégiques, la France pourra encore tenir 2 mois face aux grèves. Une information importante, qui devrait contenir toute « analyse » alarmiste, mais dont personne ne semble tenir compte... y compris sur France 2.

Après douze minutes de journal, va-t-on enfin évoquer la cause de ces grèves ? Oui, mais d'une façon... toute particulière. Très remontée, l'éditorialiste Nathalie Saint-Cricq, responsable du service politique de France 2, tient son explication (voir encadré p. 28). Elle dénonce « *une radicalisation tous azimuts* » de la CGT, qui « *paralyse un pays malgré une base rabougrie et même si le mouvement s'essouffle* », dans « *un pari risqué parce que rien ne permet de dire que cette radicalisation va dans le sens de l'histoire, au contraire* ». Salariés mobilisés, sachez que vous roulez à contresens de l'histoire — et en pure perte, car « *exiger purement et simplement le retrait de la Loi Travail, c'est jouer un va-tout qui n'a pratiquement aucune chance d'aboutir* ». Fermez le ban ! Une transition parfaite pour enchaîner avec les déclarations de Manuel Valls qui dénonce la « *dérive de la CGT* » et Nicolas Sarkozy qui appelle à « *remettre de l'ordre et de l'autorité dans le pays* »...

« UNE LOI QUI NE CHANGERA PAS VOTRE QUOTIDIEN NI LE MIEN »

Dans le JT de TF1, les mêmes propos de Manuel Valls font office d'introduction à l'intervention de l'« expert » de la chaîne, François-Xavier Pietri. Gilles Bouleau l'interroge : pourquoi la CGT déploie-t-elle une telle énergie pour mettre à bas la loi El Khomri ? On pourrait gager que c'est la colère des salariés qui s'exprime, après la fin de non-recevoir du gouvernement et le passage en force à l'Assemblée nationale. Mais pour le chef du service économie de TF1, il s'agit avant tout d'une « *course à la radicalisation* » (les termes en gras sont soulignés par l'intonation de François-Xavier Pietri) de la CGT. Et son « expertise » ressemble trait pour trait à celle de sa consœur de France 2 : « *La CGT a un problème, c'est qu'elle a perdu beaucoup d'influence aux dernières élections professionnelles dans ses bastions.* » Résultat : blocage sur l'essence, grèves à la SNCF, débrayages dans les ports, grève des routiers, à la RATP, ainsi que « *l'appel à la neuvième journée de mobilisation générale* ». Une mobilisation exceptionnelle des salariés ? À entendre notre expert, il s'agirait plutôt d'initiatives organisées d'un coup de baguette magique par l'état-major de la CGT. Et ce par pur opportunisme : si « *la CGT joue son va-tout* » face à la loi El Khomri, c'est que celle-ci remettrait en cause son influence.

Le matin même, les mêmes refrains étaient assénés par les « experts » de RMC, dans l'émission de Jean-Jacques Bourdin. Pour Laurent Neumann, « *la CGT ne dit pas la vérité* ». La véritable raison étant que l'adoption de la loi signifierait « *la fin du leadership syndical de la CGT dans les entreprises et sans doute la prise de pouvoir de la CFDT* ». Une issue qui ne serait pas forcément sans déplaire à notre éditocrate. Et de conclure : « *Est-ce que pour des raisons propres à la CGT, on peut bloquer le pays ?* »

Éric Brunet, dont la lucidité n'est plus à démontrer depuis qu'il a publié, en janvier 2012, son désormais culte *Pourquoi Sarkozy va gagner*, livre alors son analyse : « *La CGT, son équation est simple : je bloque donc je suis ; donc elle a besoin de bloquer et de bloquer n'importe quoi* ». Puis s'emporte : « *Moi je suis contre Hollande, mais je suis encore plus contre cette CGT absurde qui se bat contre une loi qui ne changera pas votre quotidien ni le mien.* » On gage que la loi ne changera pas beaucoup le quotidien d'éditocrates bien nantis. Mais celui des autres salariés ? Et Brunet de se lancer dans un hymne à la « réforme » suivi d'une

note pessimiste: « Dès qu'on veut bouleverser, c'est la CGT de 2016 qu'on voit face à nous, c'est un mur! [...] On dit Macron vient avec des idées; mais si on plaque Macron sur la France de la CGT [...] eh bien Macron, tout Macron qu'il est, ne changera rien. » La conclusion est sans appel: « Les Français ne sont que des assujettis sociaux qui ne pensent qu'à leur pomme ».

Les deux compères remettent le couvert le lendemain dans la matinale de Jean-Jacques Bourdin sur le thème « la CGT est-elle devenue irresponsable? » Le maître de cérémonie les prévient d'emblée: « Attention! L'opinion publique n'a pas basculé! Faites très attention moi hier j'ai posé la question aux auditeurs, c'est 50/50 ». Il est vrai que du côté des médiocrates, le pourcentage est moins équilibré. Mais ce rappel à l'ordre sera sans effet sur Éric Brunet, dont la fureur confine au délire. L'éditorialiste explique que la CGT, minoritaire, n'aurait pas été capable de bloquer les raffineries sans « envoyer des élus CGT, parfois des élus de la fonction publique payés avec l'argent du contribuable, des permanents, des salariés de la CGT ». Et de conclure que « ça n'est pas une grève et c'est illégal ». C'est Jean-Jacques Bourdin qui tentera de lui faire entendre raison (!): les salariés ont bien voté la grève, par exemple au Havre. « Un cas singulier » répond l'éditocrate avec une mauvaise foi confondante.

Laurent Neumann n'est pas en reste: « La CGT ne défend pas les salariés: elle défend la CGT. » Il évoque le tract évoqué égamement par Nathalie Saint-Cricq, sur lequel figure un bâton de dynamite: « Est-ce que c'est de bon goût, en plein état d'urgence, après la séquence attentat que la France a vécu en novembre dernier? » En revanche l'évocation d'une « prise d'otage » du pays par Manuel Valls, Michel Sapin et Myriam El Khomri ne semble pas lui poser problème — il est vrai que ce vocabulaire, qui surprenait Gilles Bouleau dans la bouche d'un « gouvernement de gauche », fait depuis longtemps partie du lexique éditocratique par temps de grève. Moins courante — mais peut-être promise à un bel avenir —, l'inculpation des grévistes pour « terrorisme social », selon le titre de l'éditorial figaresque de Gaëtan de Capèle (23 mai), n'a pas non plus suscité l'indignation de nos experts en « bon goût ». Le mot de la fin, provisoirement, pour Éric Brunet: la CGT est « un syndicat ultra-violent qui souhaite mettre la France cul par-dessus tête ».

DANS LA PRESSE ÉCRITE AUSSI...

Ces exemples tirés d'émissions d'information grand public sur TF1, France 2 et RMC donnent un aperçu de l'unisson

du chœur des éditorialistes et autres experts médiatiques. Les réactions dans la presse écrite, qu'elle soit régionale ou nationale, condamnent elles aussi la principale organisation syndicale en France. L'AFP en livre un remarquable florilège, dans une dépêche que nous nous contenterons de reproduire ci-dessous. Il ne manque à ce triste passage en revue que Gilles Gaetner, « journaliste d'investigation » chez Atlantico, qui pose gravement la question qui fâche: « La CGT alliée objective du Front national? » (c'est le titre). Ainsi que celui sans qui l'éditocratie française ne serait pas tout à fait ce qu'elle est:



Reste-t-il encore une once de débat contradictoire au sein des grands médias? Il est permis d'en douter...

La presse quotidienne fustige mardi le « jusqu'au-boutisme » de la CGT, des éditorialistes pensant que le syndicat radicalise le mouvement contre la Loi Travail pour maintenir son « leadership » syndical, d'autres y voyant un « bras de fer » très égotique entre le Premier ministre Manuel Valls et Philippe Martinez.

Sans surprise, dans *Le Figaro*, Gaëtan de Capèle tire à boulets rouges contre « cette vieille centrale rouillée [...] lancée dans une inexorable fuite en avant ». « La CGT joue son va-tout », estime de son côté Laurent Joffrin (*Libération*). « Elle se lance dans un "tout ou rien" (qui) comporte un risque majeur: s'enfermer dans un jusqu'au-boutisme. » Dans *Les Échos*, Cécile Cornudet parle même de « sabotage ». « La CGT se sent en danger et sort les griffes » car, n'ayant « plus les moyens de susciter une mobilisation d'ampleur et d'engager une vraie guerre [...] elle choisit la guérilla ». « À la CGT, les ultras ont pris le pouvoir », estime Olivier Auguste (*L'Opinion*) qui y voit « une tentative désespérée de ralentir sa chute ». Si Olivier Pirot dans *La Nouvelle République du Centre-Ouest* « peut comprendre » que les reculades (du gouvernement) sur certains acquis sociaux soient « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Il n'en estime pas moins, lui aussi, que la CGT « a tout intérêt à montrer les muscles ». « Philippe Martinez, patron de la CGT, n'a pas laissé plus de chances au dialogue avec le gouvernement que l'article 49.3 n'en a laissé aux frondeurs du PS », écrit Jean-Louis Hervoys de *La Charente Libre*. « Les adversaires s'engagent sur un terrain de plus en plus dangereux ». Pour Alain Dusart (*L'Est républicain*), la CGT, « de plus en plus talonnée par la CFDT [...] joue la carte du durcissement » tandis que « Manuel Valls a poursuivi hier les moulins en promettant de faire lever les blocages dans les ports et les raffineries ». « Si la pénurie s'aggrave, Philippe Martinez aura remporté ce bras de fer. » Mais « le risque de mettre l'économie en panne [...] est réel », s'inquiète Hervé Chabaud (*L'Union*). « Faute de mobiliser dans ses défilés, la CGT a décidé de mettre tout le monde à pied. Jusqu'à quand? », s'interroge Hervé Favre dans *La Voix du Nord*. « En plein état d'urgence, la chienlit, pour reprendre le mot du général de Gaulle, en mai 1968, fait tache d'huile », se désole Laurent Marchand dans *Ouest-France*. Le *Journal de la Haute-Marne*, sous la plume de Christophe Bonnefoy, note que « le Premier ministre, en plus de montrer les muscles, a également adopté la politique de la sourde oreille » et que « la CGT marche sur le même chemin et durcit le ton ». Dès lors, « l'affrontement semble inéluctable entre un pouvoir qui joue du 49.3 et une minorité qui veut en découdre sur le bitume », s'alarme Yann Marec dans les colonnes du *Midi Libre*.

« La CGT joue son "leadership" dans le bras de fer, selon la presse »,
dépêche AFP, 24 mai 2016

DANS LES MAGAZINES FÉMININS, LA LOI (EL KHOMRI) DU SILENCE

Le 17 février 2016, Les Échos dévoilent le contenu de l'avant-projet de loi sur le travail, agrémenté d'un entretien avec la ministre Myriam El Khomri. Du 20 février au 31 mai, nous avons examiné l'attention portée aux conséquences de ce texte pour les femmes dans les versions papier des magazines féminins Elle et Marie-Claire et des sites internet de ces deux publications, augmentés de celui de Grazia. Conclusion : un véritable naufrage informatif.

Très rapidement, de nombreuses voix se sont en effet élevées pour dénoncer l'aggravation des inégalités femmes-hommes au travail, déjà particulièrement marquées, dont ce projet serait responsable.

Ainsi, par exemple du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, dont la conclusion de l'« avis rendu le 11 mars, en toute discrétion¹ » à la demande de la ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, et révélé par *Le Parisien* le 13 mars, est sans ambiguïté : « Un déséquilibre apparaît dans ce texte en défaveur des salarié(e)s et singulièrement des femmes » ; mais aussi de plusieurs militantes féministes dont *Le Monde* publie le 8 mars la tribune, mise en ligne initialement sur le site inegaleloitravail.fr.

Rien de tout cela n'incite pour autant ces magazines prétendant s'intéresser un tant soit peu à la cause des femmes à faire une place significative au sujet. L'énumération des articles publiés suffit à s'en convaincre.

1. Elle

Sur le site internet du magazine du groupe Lagardère, on ne trouve qu'un article consacré à la Loi Travail : un entretien, publié le 25 mars, au titre évocateur — « Pourquoi le projet de loi El Khomri est-il dangereux pour les femmes ? », et dont le chapô fait référence à la tribune publiée par *Le Monde*. Il s'agit en l'occurrence d'une interview de Rachel Silvera, « économiste, université Paris X, codirectrice du réseau MAGE (Marché du travail et genre) », dont la conclusion, comme le diagnostic qu'elle propose de quelques dispositions, est sans appel : « Cette loi reste défavorable aux salariés en général et aux femmes en particulier ». Saluons comme il se doit la publication de ce réquisitoire précis et argumenté — dans les limites de ses 3300 signes —, qui n'aura cependant pas l'honneur de figurer dans la version papier du magazine. Et ne manquons pas de souligner qu'il ne semble pas avoir suscité de réactions éditoriales notables au sein de l'hédomadaire « créé par les femmes et pour les femmes ». On peut au contraire dresser la liste des occasions manquées :

— Le 4 mars, le président de la République accorde un entretien à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars. Les cinq journalistes dépêchées pour l'occasion ne parviennent pas, sur les 21 questions posées, à évoquer une seule fois le sujet.

— Les 8 et 9 avril, *Elle* organise à Paris son forum annuel avec une « mission : promouvoir le travail des femmes et les accompagner tout au long de leur carrière ». Le compte rendu de ces deux jours montre qu'il n'y a jamais été question de la loi El Khomri et des moyens de lutter collectivement pour obtenir la réduction des inégalités. Par contre, tout est mis en place pour que les femmes se mettent en valeur... **individuellement**, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi dans l'entreprise, notamment en ayant le « privilège » d'aller à la rencontre « des grands patrons² [ce qui] a permis à des lectrices du magazine d'échanger avec des dirigeants. L'occasion d'être écoutée et conseillée. Et peut-être aussi de donner un coup de pouce à sa carrière, qui sait ».

— Enfin, le 6 mai, la publication « tire » le portait de cette ministre « qui tient le cap [...] debout dans la tempête ». Bien que précisant que Myriam El Khomri est « **conspuée par la rue pour son projet de loi** » qui provoque « un **soulèvement populaire sur les places de France** [...] toujours une levée de boucliers, du mouvement Nuit Debout au Medef en passant par les frondeurs du PS³ », les deux journalistes évacuent la « patate chaude » d'un revers de main : « Son ambition ? “Bien faire le job”, dit-elle, même si on la sent parfois **gênée aux entournures par certains de ses aspects, heureuse des modifications qui y ont été apportées, des débats parlementaires qui vont l'aider à la rendre meilleure** ».

À croire que les deux journalistes ont pris pour « argent comptant », sans prendre le temps de les interroger, les mots de la ministre : « Je suis convaincue que ma loi est juste et nécessaire ».

2. Grazia

Sur les neuf articles publiés — les 25 et 26 février (« Vidéo : la Loi Travail expliquée et parodiée dans un manga » ;

« Quand le Web se déchaîne contre la Loi Travail », les 9 et 10 mars (« Loi Travail: les femmes sont-elles (encore plus) menacées »; « Projet de loi El Khomri: les slogans les plus marquants des participants »), puis les 11, 13, 20, 23 et 31 mai (« Loi Travail: le recours au 49.3, un "aveu d'échec" »; « Loi Travail: et maintenant? »; « Manifestations: qui se cachent derrière les casseurs? »; « Pénurie de carburant: "On ne bougera pas tant que la Loi Travail ne sera pas retirée" »; « "La rue ou rien", le tumblr qui archive les meilleures pancartes des manifs »), aucun — comme l'indiquent assez les titres des articles en question — ne fournit d'analyse précise sur le contenu du texte⁴.

3. Marie-Claire

À moins d'une erreur de notre part, le mensuel ne publie aucun article mettant en perspective les enjeux du projet de loi sur les femmes!

VIGILANCE?

Un point commun aux trois titres: tous semblent pourtant conscients, puisqu'ils les relèvent à un moment ou à un autre, des inégalités abyssales et persistantes au travail au détriment des femmes.

Ainsi, *Grazia* dans un article publié le 2 novembre 2014: « *S'il y a un domaine dans lequel les inégalités ne semblent pas prêtes de se réduire, c'est bien dans le milieu professionnel. Salaires, postes à responsabilité... Les différences entre hommes et femmes sont encore considérables* ». Le 17 décembre 2015, sur son site internet, *Elle* donnait la parole à « *Margaret Maruani, sociologue et directrice de recherche au CNRS sur le genre, afin d'y voir plus clair [...] à l'occasion des vingt ans du réseau MAGE (Marché du travail et genre)* », pour dresser le constat accablant de « *ce qui a réellement changé depuis deux décennies en termes d'égalité femmes-hommes au travail* ». Quant à *Marie-Claire*, c'est le 30 mars 2016, en plein débat sur la loi El Khomri, que le magazine pointait les écarts salariaux entre hommes et femmes: « *En moyenne, il faudrait 15 mois à une femme pour gagner la même somme qu'un homme sur un an. L'écart salarial en France — estimé à 24 % —*

équivaut à une différence d'une soixantaine de jours ouvrés. Résultat: c'est comme si les femmes salariées n'avaient pas été payées depuis le 1^{er} janvier et ne commençaient à l'être qu'à partir d'aujourd'hui. »

Pour être tout à fait précis, si une telle « disette » informative ne saurait véritablement surprendre de la part de *Grazia*, ce magazine ne revendiquant pas véritablement dans son « ADN » la défense des droits des femmes, c'est moins le cas pour *Marie-Claire*, par exemple à la lecture de l'éditorial de la rédactrice en chef Marianne Mairesse fêtant les 60 ans du magazine, où elle ne craint pas de déclarer que « *notre fonction a toujours été de porter les femmes vers la liberté, l'émancipation, l'égalité* », ajoutant, sans plus de scrupule, qu'à *Marie-Claire*, « *on ne raconte pas d'histoires, on fait des enquêtes* ». Une affirmation bien imprudente, démentie de toute évidence par les faits concernant l'impact de la loi sur le travail sur les femmes.

Quant à *Elle*, la sous-information sur la Loi Travail et ses conséquences pour les femmes est particulièrement malvenue pour un magazine faisant de la cause des femmes son étendard, brandi avec constance et ostentation, par exemple dans ces deux editoriaux, à 15 mois d'intervalle, de Françoise-Marie Santucci, engageant par conséquent le titre lui-même et non sa seule rédactrice:

— « *ELLE a toujours accompagné les femmes dans leurs coups de cœur, leurs combats, leurs joies, leurs plaisirs. Cela ne changera pas* » (3 octobre 2014);

— « *Jamais peut-être la situation des femmes n'a été aussi fragile qu'en 2016, alors que nos droits, sur le papier, sont eux, toujours plus forts. Nous restons vigilantes. Et féministes, puisque nous le savons toutes, ce n'est pas un gros mot* » (4 mars 2016).

RÉCIDIVE

Si l'on ne peut que déplorer un nouveau naufrage informatif, après celui relevé dans la conclusion de notre article du 16 février 2011 consacré à la (déjà) calamiteuse couverture du mouve-

ment social contre la contre-réforme des retraites de 2010 effectuée déjà par le magazine *Elle*⁵, il reflète néanmoins une évolution déjà ancienne de la presse féminine dite « sérieuse », diagnostiquée dans *Les Inrockuptibles* en janvier 2014 par Isabelle Chazot, ancienne rédactrice en chef de 20 ans passée par *Isa*, *Grazia* puis *Marianne*: « *Aujourd'hui, le féminisme sérieux a été quasiment éradiqué des magazines féminins. Ne reste qu'une doxa molle, une bien-pensance qui se fait l'écho des débats sociétaux et s'accommode parfaitement des pages de cosmétiques: "Nous-les-femmes on a fait des progrès énormes, même s'il reste des bastions machistes, on ne se laisse pas marcher sur les stilettos. On n'est pas contre les hommes comme ces suffragettes qui étaient si moches et ne portaient pas de soutien-gorge Princess tam.tam, on assume notre frivolité et on consomme un max avec notre salaire 30 % plus bas, bla-bla-bla..." Avec en creux, la figure répulsive de la "femme afghane", pour celles qui n'auraient pas compris que la consommation frivole est une liberté fondamentale. Ce féminisme creux est parfaitement en phase avec le positionnement ultraconsommériste et teinté d'impertinence inoffensive des féminins actuels.* »

Autant de raisons pour tenter de contribuer à libérer la presse féminine de ses carcans consuméristes et sexistes.

[1] Selon la formule du *Parisien*. Une telle discrétion qu'il nous a été impossible d'en trouver la trace sur le site officiel dédié.

[2] Sponsors de l'initiative.

[3] Et, accessoirement, comme l'article ne le précise pas, de plusieurs syndicats...

[4] D'analyse assumée par le magazine du moins, car le seul qui y est consacré, celui du 9 mars, est en réalité une sorte de recension de la tribune des militantes féministes publiée par *Le Monde*, tribune décidément bien utile, en tout cas bien utilisée, par *Elle* comme par *Grazia*, pour faire mine d'avoir traité le sujet.

[5] Nous y disions notamment que « *le traitement par Elle de cette question illustre en effet le gouffre entre les prétentions affichées par le magazine en matière de défense des droits des femmes et l'information effectivement produite sur la persistance des inégalités de genre et le rôle qu'y jouent les politiques gouvernementales* ».

TRIBUNAUX MÉDIATIQUES POUR SYNDICALISTES « RADICALISÉS »

Outre les « experts » et autres éditocrates qui n'ont pas manqué de dénoncer des blocages jugés « irresponsables », l'hostilité médiatique à l'égard des grèves s'est aussi exprimée au travers de plusieurs interviews de syndicalistes, dont certaines se sont transformées en véritables interrogatoires.

« EST-CE QUE VOUS NE CRAIGNEZ PAS QUE ÇA SE RETOURNE CONTRE VOUS ? »

La première mise en garde est lancée dès vendredi 20 mai 2016, au premier jour du mouvement de grève dans le secteur pétrolier. Le secrétaire général CGT de la raffinerie de Donges, Fabien Privé Saint-Lanne, est interviewé en duplex sur I-Télé. La journaliste Nelly Daynac annonce la couleur: « *Est-ce que vous n'avez pas peur aujourd'hui qu'on vous taxe de preneurs d'otage, est-ce que vous n'avez pas peur que les consommateurs se retournent contre vous?* » On appréciera la manière courageuse dont la journaliste se réfugie derrière un « on » imaginaire, ainsi que derrière « les consommateurs » pour mettre en cause, sans l'assumer directement, les actions syndicales...



Le syndicaliste conteste le terme de « blocage », rappelant qu'il s'agit d'une grève des salariés. Mais son interlocutrice revient à la charge: « *Est-ce que vous ne craignez pas quand même que ça se retourne contre vous du côté des consommateurs? Je réitère ma question.* » Visiblement préoccupée par les « craintes » et les « peurs » des grévistes, elle conclut l'entretien en évoquant de possibles violences: « *Est-ce que finalement vous n'avez pas peur que sur certains lieux ça dégénère, ou tout est encadré, des consignes sont données pour que ça se passe dans le plus grand calme?* » On se demande bien qui a peur de quoi, mais de toute évidence la journaliste d'I-Télé n'est pas très à l'aise avec les mobilisations sociales.

« VOUS TROUVEZ ÇA BIENVENU APRÈS LES ATTENTATS QUI ONT FRAPPÉ LA FRANCE ? »

Au soir du lundi 23 mai, alors que le mouvement prend de l'ampleur et que les pénuries se multiplient dans les stations-service, deux autres syndicalistes sont invités à s'expliquer sur les plateaux des chaînes d'info en continu. Emmanuel Lépine, responsable de la branche pétrole à la CGT, est interviewé sur BFM-TV. Un bandeau barre l'écran: « *Pénurie: les automobilistes inquiets* ». Et les salariés des raffineries?

Nathalie Levy s'interroge sur la prochaine étape de la mobilisation, puis se fait l'écho des déclarations du gouvernement:

« *Myriam El Khomri parle de citoyens, de Français pris en otage, Michel Sapin de blocages qualifiés d'illégitimes, Manuel Valls, il vous accuse ce soir de dérive et de chantage; vous comprenez bien que la situation n'est pas tenable pour les automobilistes?* » De nouveau, on peut apprécier la façon dont l'intervieweuse se dissimule derrière divers responsables politiques, ainsi que derrière « les automobilistes » pour mieux mettre en cause les actions contre la loi El Khomri.

Comme sa collègue, elle s'inquiète — avec une touchante sincérité — de la popularité du mouvement: « *Est-ce que vous êtes prêts à perdre le soutien de l'opinion publique en allant jusque-là? Parce qu'aujourd'hui près de deux tiers des Français souhaitent que les grèves et les blocages prennent fin. Ce sont les citoyens qui risquent de se retourner contre vous, l'opinion publique!* » Elle oublie soigneusement de préciser que les mêmes sondages attribuent majoritairement la responsabilité des blocages au gouvernement. Avant de s'interroger sur les véritables motivations de la CGT: « *Est-ce qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de redorer votre blason car vous voyez bien que vous perdez du terrain! C'est finalement, aussi, un travail chez vous en interne.* »

Nathalie Levy n'est pas en reste sur la question de la violence: « *Des pompistes ont déjà été pris à partie parfois même vigoureusement par des automobilistes, ils en sont venus aux mains dans certains cas, il y a eu des blessés... c'est vers ça que vous tendez, ce type de situation qui dégé-*

nère? » Sous-entendu : les grévistes seraient responsables de ces bagarres, pour ne pas dire qu'ils les souhaiteraient. Puis elle évoque un tract de la CGT-RATP, avec un dessin de bombe à retardement, qui a manifestement terrorisé les services d'information de BFM-TV, puisqu'il en sera question de manière récurrente sur la chaîne. Elle s'indigne : « **Vous trouvez ça bienvenu après les attentats qui ont frappé la France, l'état d'urgence dans lequel on est? Vous assumez ça?** » On apprécie le sens du raccourci et de l'amalgame de l'intervieweuse qui, étonnamment, n'en a pas fait de même avec l'accusation de « prise d'otage » portée par plusieurs responsables gouvernementaux.

« LES MÉDIAS NE FONT PAS PARTIE DU GOUVERNEMENT, HEIN. »

Quelques heures plus tard, c'est Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA, qui est interrogé par Jean-Baptiste Boursier sur BFM-TV. Un nouveau bandeau barre l'écran et pose la question : « *La "dérive" de la CGT?* » Le présentateur revient de manière un peu alarmiste sur le fameux tract : « **Il y a une bombe, il y a une bombe qui est posée à côté du chef de l'État; d'aucuns pourraient trouver que c'est un peu excessif, que ça sent la menace, est-ce que c'est nécessaire?** » Une fois de plus, « d'aucuns » ont bon dos... On découvrira ensuite (mais est-ce vraiment une découverte?) que la perspective de grèves dans de nouveaux secteurs ne semble pas particulièrement faire plaisir au présentateur de BFM-TV : « *Vous voulez quoi, le blocage complet du pays?* » Mais, alors que son interlocuteur évoque les biais dans les médias et les déclarations du gouvernement, Jean-Baptiste Boursier tient à préciser : « *Les médias ne font pas partie du gouvernement, hein.* » Utile précision.

Le matin même du lundi 23 mai, Philippe Martinez entamait un véritable marathon médiatique. Le secrétaire général de la CGT, cible préférée de la colère des éditocrates, intervenait dans la matinale de RTL au micro d'Olivier Mazerolle. Le syndicaliste évoque certains sondages qui témoigneraient de l'opposition de l'opinion publique au projet de loi. Son interlocuteur tempère : « *On entend beaucoup, quand même, de gens qui se plaignent du fait de la pénurie d'essence dans certaines régions de France, qu'ils ne peuvent pas aller au travail.* » C'est vrai qu'on les « entend beaucoup »... dans les grands médias.

Visiblement pas convaincu des motifs avancés par Philippe Martinez pour s'opposer à la Loi Travail, Olivier Mazerolle évoque lui aussi des motivations « internes » : si le secrétaire général de la CGT se « bagarre », ce serait pour « *défendre son pouvoir de centrale syndicale* », ou encore parce qu'il est « *prisonnier de son extrême-gauche* ». Avant de s'interroger : « **Selon vos propres chiffres d'adhérents, vous représentez moins de 3 % des salariés, quelle est votre légitimité à bloquer le pays?** » Car on le rappelle, il est désormais acquis que c'est la CGT qui, seule et d'un coup de baguette magique, a décrété la mobilisation générale des salariés dans les entreprises en grève. Philippe Martinez lui répond qu'on ne juge pas de la légitimité des partis politiques à leur nombre d'adhérents, par ailleurs inférieur à celui de la CGT : « *Vous semblez plus légitime que l'Assemblée nationale* » moque alors son interlocuteur. Et moins légitime qu'Olivier Mazerolle?



« ÇA VA COÛTER DES POINTS DE CROISSANCE, EST-CE QU'ON PEUT SE LE PERMETTRE? »

Le soir du 23 mai, Philippe Martinez est sur le plateau du « Grand Journal » de Canal plus. Le thème figure sur le bandeau : « *La CGT veut-elle bloquer la France?* » Alors qu'il évoque l'absence de dialogue social de la part du gouvernement, des images de barrages et de pneus brûlés défilent en fond. Maïtena Biraben sourit : « *Quand on voit les images on ne sait pas s'il y a un dialogue dans l'autre sens* », provoquant les rires de l'assistance. Puis, elle met en garde son interlocuteur : « *Plus de métro, plus de voiture, comment on va au boulot, comment les Français vont réagir à ça?* » Vient le tour d'Augustin Trapenard, qui accueille l'invité avec un avertissement : « *Vous avez du courage quand même d'être là Philippe Martinez, parce que vous vous rendez compte que tout ça c'est assez impopulaire hein.* » Avant de s'agacer, un peu plus tard : « *Mais vous y croyez, sincèrement, à ça, au retrait de cette loi?* » Puis c'est à nouveau au tour de Maïtena Biraben de s'inquiéter des répercussions des grèves : « **Ça va coûter des points de croissance, est-ce qu'on peut se le permettre ça aujourd'hui en France?** » De toute évidence, au vu des questions, on peut se permettre beaucoup de choses aujourd'hui, y compris de tenter de délégitimer tout un mouvement social par des questions biaisées, voire piégées.

Le lendemain matin, mardi 24 mai, Philippe Martinez est au micro de Jean-Jacques Bourdin sur BFM-TV et RMC. Là encore, le syndicaliste est sommé de s'expliquer : « **J'ai une première question toute simple : qui gouverne en France?** » Le présentateur revient à la charge plus tard dans l'entretien : « *Mais qui gouverne, c'est vous, si le gouvernement dit : parce que la CGT bloque, je retire la loi?* » Puis Jean-Jacques Bourdin s'interroge sur les motivations de la CGT. Il a de bonnes raisons pour le faire... puisque ses confrères en font de même : « *Je regardais la presse ce matin : "fuite en avant de la CGT", "jusqu'au-boutisme", "la CGT se sent en danger", les ultras ont pris le pouvoir à la CGT Philippe Martinez?* » On ne doute pas que dans « la presse » du lendemain, certains confrères de Jean-Jacques Bourdin se sont à leur tour interrogés sur les motivations de la CGT, puisque Jean-Jacques Bourdin avait questionné Philippe Martinez à ce propos.

Vient — inévitablement — la question de la violence. Bourdin évoque une situation « grave », « des permanences de

députés socialistes qui sont murées, qui sont saccagées, des tirs à l'arme automatique », puis s'interroge : « C'est la situation, c'est le climat dans ce pays... que vous entretenez ? » Son interlocuteur a beau réfuter ce raccourci grossier, Bourdin ressort (BFM-TV oblige), le tract de la CGT-RATP et son terrible dessin de bombe... L'interview se terminera sur une note dramatique : « **Est-ce que vous n'avez pas l'impression de mettre en péril les petites entreprises ; sur la paille des salariés qui vont se retrouver à Pôle emploi ?** » Sans même parler de la déforestation, de la guerre civile en Syrie et de la sécheresse dans plusieurs pays d'Afrique...

FLORILÈGE...

Nous aurions (malheureusement) pu poursuivre, tant les exemples sont nombreux d'interviews transformées en interrogatoires. Mais nous nous contenterons, pour finir cet article, d'un florilège de quelques-unes des « meilleures » questions entendues ces derniers jours, tout en nuance, tout en précision, tout en journalisme.

— « Est-ce qu'à 15 jours de l'Euro de football c'est raisonnable un blocage pareil ? »¹

— « Qui gouverne aujourd'hui en France ? C'est le président, le gouvernement, ou c'est la CGT ? »²

— « C'est l'information de la nuit, le mouvement de blocage s'étend aux centrales nucléaires. Quel est l'objectif monsieur Martinez ? Plonger la France dans le noir ? »³

— « Un petit mot sur les artisans, dont parlait également Xavier Bertrand ce matin à la radio, il y a des artisans qui n'arrivent pas à travailler parce qu'ils n'ont plus d'essence par exemple, qu'est-ce que vous dites à ces gens ce soir ? »⁴

— « Vous avez également appelé à la grève dans les transports en commun, à la RATP à partir du 2 juin, plus de métro, plus de voiture, comment on va au boulot, comment les Français vont réagir à ça ? »⁵

— « Lors de la dernière manifestation le service d'ordre de la CGT a été attaqué par les casseurs, est-ce que vous regrettez de ne pas avoir, à l'époque, désavoué les affiches de la CGT qui reprochaient à la police d'être à l'origine des violences ? »⁶

— « Est-ce que vous la sentez de votre côté [cette exaspération], Virginie Gensel-Imbrecht, est-ce que vous comprenez ce que vous dit en gros votre voisin, cette espèce de prise d'otage de gens qui n'en demandent pas tant. »⁷

— « Mais le gouvernement, Jean-Pierre Mercier, peut aussi vous répondre aussi que la grande fraction comme vous l'appellez des travailleurs n'est pas si grande que ça, que le mouvement certes dure mais qu'il ne s'est pas amplifié, ce ne sont pas des millions de gens qui sont dans la rue, le pays n'est pas bloqué. »⁸

— « Vous disiez tout à l'heure que ce texte n'avait pas fait l'objet de consultation, il a pourtant été réécrit à plusieurs reprises, et finalement le texte qui a été proposé à l'assemblée, il a été avalisé par plusieurs syndicats dont la CFDT et la CFTC, j'aimerais que vous nous expliquiez ce soir en quoi la légitimité de la position de la CGT serait plus valide que celle de la CFDT par exemple ; ils défendent les salariés après tout. »⁹

Etc.

Alors : interviews ou interrogatoires ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que les représentants syndicaux sont soumis à un traitement de défaveur qui n'a pas d'équivalent lorsque des représentants du gouvernement ou du patronat sont invités. Les journalistes-intervieweurs reprennent dans la plupart des cas, et peut-être parfois inconsciemment, les « éléments de langage » du gouvernement et du Medef (« prise d'otages », « mobilisations minoritaires », « illégitimité », « blocage », etc.), qui transforment les interviews en véritables interrogatoires, durant lesquels on ne permet guère aux syndicalistes de s'exprimer tant les sommations et rappels à l'ordre sont permanents.

Certes, l'interview n'est jamais un exercice « neutre » et « objectif ». Mais l'on ne peut qu'être agacé — à défaut d'être surpris —, de constater qu'une fois de plus le traitement réservé aux syndicalistes témoigne d'une hostilité à peine dissimulée à l'égard de toute mobilisation au cours de laquelle des salarié-e-s remettent un tant soit peu

en cause l'ordre des choses. On pense immanquablement ici à la « haine de classe » évoquée par le regretté Michel Naudy, dans le film *Les Nouveaux Chiens de garde* :

Les journalistes, pour la très grande majorité, au-delà de la majorité, pour eux, les classes populaires, c'est une réserve d'Indiens. Ils ne les connaissent pas. Ils ne viennent pas de ces milieux. Ils n'en connaissent pas les codes, ils n'en connaissent pas les préoccupations, ils n'en connaissent pas les conditions de vie, ils n'en connaissent pas la culture, ils n'en connaissent pas les traditions. Dès l'instant où ces gens sortent de leur rôle qui est d'être un fond de paysage, d'être des gens pittoresques, des gens identifiables à des poncifs idéologiques, dès l'instant où ils sortent de là, où ils ne sont plus des Indiens dans leur réserve, alors ils deviennent dangereux. Parce qu'ils rompent avec le consensus mou de la démocratie molle. Ils rompent la règle du jeu, ils brûlent des pneus, ils occupent des usines, ils séquestrent des patrons, ils sont hors le champ social. Et là, l'appareil idéologique montre ses dents et mord cruellement. Et ce qui est moquerie de classe devient, à certains égards, exclusion, voire haine de classe.

[1] Question posée à Éric Beynel (Solidaires), invité sur le plateau de BFM-TV le 25 mai.

[2] Question posée à Philippe Martinez (CGT) interviewé par Léa Salamé, France Inter, 25 mai.

[3] Question posée à Philippe Martinez interviewé par Léa Salamé, France Inter, 25 mai.

[4] Question posée à Virginie Gensel-Imbrecht (CGT), invitée au « Grand journal », 25 mai.

[5] Question posée à Philippe Martinez, invité du « Grand Journal », 24 mai.

[6] Question posée à Philippe Martinez, interviewé par Olivier Mazerolle, RTL, 23 mai.

[7] Question posée à Virginie Gensel-Imbrecht, invitée au « Grand journal », 25 mai.

[8] « Remarque » faite à Jean-Pierre Mercier (CGT), invité sur le plateau de BFM-TV, 23 mai.

[9] Question posée à Sophie Binet (CGT), invitée sur le plateau de BFM-TV, 25 mai 2016.

Journaliste de France 2 ou éditorialiste du *Figaro*? Nathalie Saint-Cricq face à la CGT

Pris dans le flot des commentaires à sens unique contre les grèves et la CGT, l'éditorial de combat de Nathalie Saint-Cricq, prononcé lors du JT de 20h sur France 2 le 23 mai 2016, aurait pu passer inaperçu. Il est pourtant nécessaire de réserver un sort particulier à cette appropriation privée du service public par une cheffe de la rédaction. Mais d'abord relisons la prose de la responsable du service politique de France 2:

— David Pujadas: « *Est-ce qu'on assiste là à une radicalisation de la CGT?* »

— Nathalie Saint-Cricq: « *Ah ben clairement David, à **une radicalisation tous azimuts et une technique révolutionnaire bien orchestrée** ou comment **paralyser un pays** malgré une **base rabougrie** et même si **le mouvement s'essouffle**¹. Alors regardez bien cette affiche, elle est d'une confondante clarté. On y parle de compte à rebours, on y voit **des bâtons de dynamite, un slogan "On bloque tout"**, bref clairement on joue **la rue et l'affrontement total**. Alors la CGT de **Philippe Martinez veut tout faire sauter** alors que celle de Bernard Thibault laissait toujours une petite porte entr'ouverte et quand clairement la CFDT a choisi la voie de la réforme négociée.* »

— David Pujadas: « *Pourquoi cette stratégie? Est-ce que ça n'est pas un pari risqué?* »

— Nathalie Saint-Cricq: « *Alors cette stratégie elle est justifiée par **un score en chute libre à la CGT**. Mais c'est un pari risqué d'abord parce que rien ne permet de dire que cette radicalisation va dans le sens de l'histoire ou au contraire. Ensuite **jouer l'explosion sociale** c'est prendre finalement **la responsabilité qu'il y ait un accident, un blessé ou un mort**. Et puis c'est aussi risqué de se mettre à dos durablement l'opinion publique. Enfin exiger purement et simplement le retrait de la Loi Travail, ben c'est jouer un va-tout qui n'a pratiquement aucune chance d'aboutir.* »

— David Pujadas: « *Merci Nathalie.* »



Économisons nos commentaires. Cet éditorial digne du *Figaro* a été servi sur France 2. Or France 2 n'est pas, en principe, un média d'opinion. La chaîne est tenue, autant que faire se peut (et sans qu'il soit besoin de se bercer d'illusion sur la « neutralité »), de respecter un minimum de pluralisme éditorial. France 2, il faut le rappeler, est une chaîne du secteur public qui prétend être une chaîne de service public! Elle n'est pas, en principe, la propriété privée de sa chefferie éditoriale.

L'engagement éditorial est une forme d'engagement militant. Et, dans le cas présent, l'outrance de cet engagement militant soulève au moins deux questions:

— Le CSA qui s'occupe de déontologie quand ça l'arrange, alors que ce n'est pas son rôle, va-t-il s'insurger contre ce déni de pluralisme éditorial, alors que la garantie du pluralisme entre dans son domaine de compétence (ou d'incompétence...)?

— Les journalistes de la rédaction de France 2 (du moins ceux qui sont « protégés » par un CDI) vont-ils se rebeller contre cette atteinte manifeste à la mission qu'officiellement ils s'assignent?

Naïfs que nous sommes? La radicalisation de Nathalie Saint-Cricq mériterait pourtant que ces deux questions reçoivent des réponses.

[1] Le 14 juin, M^{me} Saint-Cricq est de retour sur le plateau de M. Pujadas, pour commenter la manifestation du jour. Elle y voit, en toute impartialité, « *une assez forte mobilisation, mais **beaucoup moins** que ce qu'annonce la CGT, et **peut-être un petit peu plus** que ce qu'annonce la police, mais c'est en même temps **très clairement le chant du cygne**, car ce qui compte, ce qui pèse, c'est-à-dire les grèves, et bien là, **ça s'essouffle**, le pays n'est pas bloqué, **donc cela s'appelle le commencement de la fin**.* » M^{me} Saint Cricq, quant à elle, ne s'essouffle jamais.

FAITES LE PLEIN D'INFORMATIONS AVEC MORANDINI

Tous les jours sur Europe 1, Jean-Marc Morandini organise un « grand direct de l'actu », une émission qui propose « une heure consacrée à un sujet d'actualité qui fait le buzz ». Mais en ce jeudi 26 mai 2016, 8^e journée de mobilisation contre la Loi Travail, Morandini propose une « édition spéciale », de deux heures (au lieu d'une habituellement), pour traiter... de la pénurie d'essence. C'est en un sens assez logique, le « buzz » sur le sujet ayant été soigneusement entretenu par ses confrères, les JT y consacrant par exemple pas moins de 106 reportages en 4 jours. Soucieux de traiter à fond le problème, Morandini propose à ses auditeurs un dispositif exceptionnel: journaliste de terrain, il tiendra son émission en direct... d'une station-service. Si la focalisation sur les conséquences des grèves – préalable nécessaire à leur condamnation unanime – est un grand classique du traitement médiatique des mobilisations sociales, nous nous devons de saluer la performance de Morandini, qui place la barre très haut.

Le « Grand direct de l'actu » de ce jeudi 26 mai est découpé en deux débats, de 45 minutes chacun¹, avec à chaque fois deux invités. Une durée inhabituelle, donc, qu'on pourrait estimer suffisante pour permettre une discussion approfondie. C'est sans compter les interruptions incessantes de Jean-Marc Morandini, les interventions des auditeurs, ou celles du compère de Morandini qui enquête sur l'approvisionnement de la station et recueille les réactions des clients. Et surtout, ce serait ne pas tenir compte de l'essentiel: le dispositif lui-même de l'émission.

Jean Marc Morandini @morandiniblog
On est installé entre 2 stations services aux portes de Paris ! Emission Speciale du #lgdsm ce matin @europe1



Jean Marc Morandini @morandiniblog
Europe 1: JM Morandini présente ce matin une spéciale du Grand Direct depuis 1 station service assiégée



Europe 1: JM Morandini présente ce matin une spéciale du Grand Direct depuis...
"La CGT ne fait pas la loi dans le pays" a martelé Manuel Valls ce mercredi après-midi à l'Assemblée. Les appels à la grève et les blocages dans les dépôts sont po...
jeanmarcmorandini.com

vos côtés [...] dans ces galères que vous affrontez depuis plusieurs jours. »

Une « délocalisation » qui se fonde donc sur une opposition entre « grévistes » et « galériens »: en choisissant de se mettre « aux côtés » de ces derniers, Morandini choisit son camp – et,

de fait, n'aura de cesse d'opposer aux gens se déclarant favorables à la mobilisation contre la Loi Travail la « galère » des « gens qui ont des emmerdes ». Manifestement, sans pouvoir imaginer qu'il pourrait s'agir des mêmes « gens ».

Qu'on en juge avec cette sélection (non exhaustive) des questions que pose Jean-Marc Morandini à Danièle Simonnet, coordinatrice du Parti de gauche, en première partie d'émission:

- « Mais vous les voyez ces gens derrière nous, en train de faire la queue, franchement c'est galère pour eux, c'est un quotidien qui est galère et ils n'y sont pour rien dans cette histoire ces gens-là ! »
- « Vous comprenez la colère des gens quand même ? »
- « En clair, vous voulez mettre le bordel en France ? »
- (Danièle Simonnet affirmant qu'elle juge les grévistes

GALÉRIENS CONTRE GRÉVISTES

Il suffit pour s'en convaincre d'écouter la présentation que fait Jean-Marc Morandini lui-même de son émission:

« Nous sommes installés entre deux stations-service, qui sont fermées. Actuellement, tout le monde attend une livraison d'essence² [...]. Il y a des gens qui sont en train de faire la queue depuis plusieurs dizaines de minutes en espérant pouvoir avoir de l'essence. On a décidé de se mettre à

courageux) « Mais vous vous dites ça, mais les gens qui ont des emmerdes le disent pas! »

– « Et vous leur dites tant pis pour vous? [Danielle Simonnet répond que non et tente de développer son propos] Et bah alors, arrêtez! »

– « Mais je pense que vous êtes pas, vous, au cœur des réalités. Vous ne voyez pas la galère des gens en ce moment?! Franchement? »

– « Les PME, les PMI sont bloquées par les grèves, elles sont bloquées par le manque d'essence, elles sont bloquées par les mouvements sociaux, c'est ça qui les bloque! »

Une série de questions (voire de sommations) qui permet à Morandini de revêtir l'habit du défenseur du pauvre citoyen en « galère ». Et de taire, ou au moins minorer, les motivations des grévistes.

GROSSES GALÈRES ET MICROS-TROTTOIRS

Et ce n'est pas les nombreuses interventions d'auditeurs qui changeront quoi que ce soit: ceux-ci interviennent très majoritairement³ pour parler de leurs « galères » en raison des « blocages ». Quant aux raisons pour lesquelles ces « blocages » sont mis en place, les interventions sont rares... Parce que les auditeurs d'Europe 1 sont majoritairement plus préoccupés par ces « galères » que par les raisons de la mobilisation sociale? Parce qu'ils sont sélectionnés, au standard, parmi les auditeurs qui appellent Morandini (et qui constituent déjà une sélection...)? Ou parce que si « Europe 1 » et Morandini invitent leurs auditeurs à réagir, c'est avant tout pour témoigner... de leurs « galères », comme l'indique la présentation de Morandini, et le principe même de cette émission « délocalisée »?

Enfin, les micro-trottoirs organisés en direct auprès des clients des stations-service n'y changeront rien non plus, là encore parce que le dispositif de l'émission est précisément fait pour recueillir des propos de clients en colère. Un exemple de commentaire du journaliste chargé de faire témoigner les clients: « Je note quelques signes d'agacement chez les automobilistes qui tiennent leur place dans la file. Pas question de dépasser quelqu'un. Je suis avec [un client de la station-service], chauffeur routier, qui en a marre, je crois. » Quelle surprise... Et Morandini de se faire un devoir de confronter ses invités soutenant les grèves à ces propos de clients agacés...

Certes, la focalisation sur les conséquences des grèves est un grand classique des médias dominants, un choix journalistique qui prend souvent le pas sur les revendications des grévistes. Mais consacrer une émission spéciale « aux côtés » de ceux que la grève pénalise⁴, et uniquement aux côtés de ceux-ci, est une innovation qui méritait d'être signalée. Rendez-vous, à la prochaine mobilisation dans les transports, sur un quai bondé du RER?

[1] Le reste de l'heure étant consacré au flash info et à... la pub!

[2] Et de fait, le feuilleton d'une rumeur d'une livraison imminente, puis sa confirmation et l'arrivée d'un camion-citerne va « rythmer » la première partie de l'émission.

[3] Selon notre comptage, 12 auditeurs fustigent les actions des grévistes, contre 6 qui les défendent – sans compter 2 partisans d'une sorte de consensus.

[4] Ou qui s'estiment pénalisés par elle, car les pénuries ont aussi été causées ou renforcées par le « buzz » médiatique...

Pénurie de carburant ou pénurie d'information(s) ?

L'apparition, à compter du 19 mai, de nouveaux modes d'action – blocages et autres arrêts de production des dépôts de carburant ou des raffineries – par les opposants à la Loi Travail a-t-elle été l'occasion de voir se réaliser notre rêve, celui de voir les téléspectateurs aussi bien renseignés qu'ils l'ont été le 18 mai à propos des policiers mal-aimés quant aux motivations des grévistes et/ou des manifestants, chiffres et interviews à l'appui? Pas vraiment au regard de la couverture par les journaux télévisés de France 2, France 3 et TF1.

L'unanimité éditocratique dans le mépris à l'endroit des manifestants, la focalisation sur les conséquences de leurs actions et le dédain à l'égard de leurs revendications ne suffit pas. Le visionnage, sur plusieurs jours, des reportages des journaux télévisés permet de mesurer à quel point le radotage des commentaires – censés analyser – ne saurait se passer du matraquage des reportages – censés informer. Du 20 mai au 24 mai, les trois principales chaînes nationales nous offrent une véritable orgie de 106 reportages consacrés à la « pénurie d'essence »: 32 pour TF1, 37 pour France 2 et autant pour France 3.

Une véritable indigestion puisqu'ils ne sont jamais l'occasion d'une présentation détaillée des raisons qui poussent les salariés mobilisés contre la Loi Travail. Par contre, les gardiens médiatiques de l'ordre social gavent les téléspectateurs de sujets sur les désagréments pour les usagers, et les conséquences « dramatiques » pour l'économie, avec, en toile de fond, l'intransigeance mâtinée d'irresponsabilité de la CGT. Des raisons, des justifications, des revendications? Circulez, avec ou sans essence!

LE FIGARO

75 ANS

Après le 49-3, la contagion du désordre

ENVIRONNEMENT Le retour des vignettes pour circuler dans Paris à partir du 1^{er} juillet

Le Parisien

INONDATIONS

Il ne manquait plus que ça...

GOVERNEMENT Macron rattrapé par le fisc

LOI TRAVAIL Valls persiste et signe

SANTÉ Le prix de la consultation devrait augmenter

TERRORISME Révélateurs sur les ratés de l'enquête belge

EURO 2016 Forfait de Doha : un nouveau coup dur pour les Bleus

MIGRANTS Bienôt un centre de réfugiés au nord de Paris

Courrier picard

Un jeudi noir de manifs et de blocages

France Les trois espoirs des chanteurs de Saint-Nazaire

Le nouveau dépôt des bus d'Amiens

FOOTBALL El Hajjam, sélectionneur de l'Algérie, veut aller en France

PARIS DIVERS Huitième et cent de saïgés dans un hôtel de la Seine

VALEURS ACTUELLES

Le poison gauchiste

une maladie française

Ces bobos, soixante-huitards et casseurs qui appellent à l'insurrection

Le ras-le-bol de la police... et des Français

Le Maine libre

Crise sociale : son resto ne fait plus le plein

LES ROUTIERS

LA FONTAINE-SAINT-MARTIN. Patrick a repris « Le Magic » en janvier. Sa clientèle, 60 % de transporteurs routiers, souffre de la pénurie de carburants. Pour tenir le coup, il ne ferme jamais.

Le Parisien

INONDATIONS

Il ne manquait plus que ça...

GOVERNEMENT Macron rattrapé par le fisc

LOI TRAVAIL Valls persiste et signe

SANTÉ Le prix de la consultation devrait augmenter

TERRORISME Révélateurs sur les ratés de l'enquête belge

EURO 2016 Forfait de Doha : un nouveau coup dur pour les Bleus

MIGRANTS Bienôt un centre de réfugiés au nord de Paris

LE BERRY RÉPUBLICAIN

Enfin un coin de ciel bleu !

Le 13^e concours des vins de Bourges décroche 42 médailles

Après l'incendie, la concession Renault rentre à St-Denis

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE Transition énergétique

Le Parisien

Pourquoi ils défilent encore

LOI EL KHOMRI

Les syndicats espèrent une forte mobilisation aujourd'hui à Paris et la manifestation nationale contre la loi Travail. Pourtant, le projet déjà plus grand-chose à voir avec sa version initiale.

LE FIGARO

L'homme qui veut mettre la France à genoux

Le secrétaire général de la CGT, devenu la tête noire du gouvernement, ne recule devant rien pour tenter de faire plier l'exécutif. Quitte à paralyser le pays.

Courrier picard

Vers une pénurie de chiffre d'affaires

Les professionnels sont touchés directement dans leur activité avec les difficultés d'approvisionnement.

Le Euro survivra-t-il aux grèves ?

L'Euro de football démarre vendredi, alors que la semaine s'annonce agitée dans les transports.

Courrier picard

L'Euro survivra-t-il aux grèves ?

L'Euro de football démarre vendredi, alors que la semaine s'annonce agitée dans les transports.

ouest france

Euro 2016 : que la fête commence malgré tout

Les clubs sur le terrain dès mardi

Midi Libre

Grèves : le système D face aux grosses galères

La semaine s'annonce agitée dans les transports. Témoignages d'utilisateurs.

Le Journal de Nantes Métropole

Violences à Rennes la ville en a assez

Ça suffit !

Presse Océan

QUATORZE MANIFS ET CE N'EST PAS FINI

Nantes, hier : la manifestation contre la loi Travail a encore dérapé, la gare St-Etienne a été saccagée ; d'autres rassemblements sont prévus la semaine prochaine.

LE FIGARO

Les surenchères syndicales ternissent le début de l'Euro

Les conditions d'ouverture des routes françaises sont encore incertaines.

Le Parisien

EURO 2016 Va-t-on enfin pouvoir s'amuser ?

INONDATIONS Les pompiers de Paris sur tous les fronts

Le Journal de Nantes Métropole

VIOLENCE À NANTES C'EST L'ESCALADE

Nantes, hier : la manifestation contre la loi Travail a encore dérapé, la gare St-Etienne a été saccagée ; d'autres rassemblements sont prévus la semaine prochaine.

Le Télégramme

LE BLUES DES FORCES DE L'ORDRE

Face aux violences, la colère des policiers

Presse Océan

MANIFS À NANTES L'EXASPÉRATION

Après les heures qui ont émaillé les différents rassemblements et avant celui de commerçants et riverains laissant éclater leur ras-le-bol, notamment sur le net.

Courrier picard

La pénurie s'installe la grogne aussi

Alors que les files s'allongent aux stations-service, l'arrestation d'une conductrice en niqab paralyse le périphérique.

Midi Libre

En région, la psychose de la panne sèche

Face à l'afflux des automobilistes, des stations-services manquent de carburants.

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE

Face aux violences, la colère des policiers

Midi Libre

La police dans la rue face à la haine anti-lic

Le syndicat majoritaire de policiers Alliance appelée à manifester le 18 mai.

Le Parisien

Vers la paralysie totale ?

Le bac, c'est aussi une affaire de famille

ANNUAIRE Une vidéo choc dans un élevage de poules pondeuses

ASSISES La violence terroriste à Montreuil de Colombes

FÊTE DES MÈRES Des idées de cadeaux à faire à la maison

APPEL À SOUSCRIPTION: 60 000 EUROS POUR QUE VIVE ACRIMED!



**Notre situation financière
n'est pas dramatique,
mais inquiétante.
Merci de vous en inquiéter!**

Acrimed vient de fêter ses 20 ans, mais demeure une créature fragile puisqu'elle repose sur une activité militante, pour l'essentiel bénévole, et ne dispose que de faibles moyens. Qu'on se le dise: nos ressources financières ne sont constituées que par les cotisations des adhérent-e-s, des dons et la vente de notre délicieux magazine, *Médiacritique(s)*. Nous ne recevons aucune subvention, notre site est intégralement gratuit et nous sommes réfractaires à toute forme de publicité.

C'est pourquoi nous avons lancé en mars une souscription, dont l'objectif est de recueillir 60000 euros. Une somme qui nous est indispensable pour poursuivre nos diverses activités, pour assurer le bon fonctionnement de l'association, et pour pérenniser l'emploi de nos trois salarié-e-s, hélas mal payé-e-s. À l'heure actuelle, même si le nombre de contributeurs et de contributrices (que nous remercions au passage) est déjà considérable, et que nous avons dépassé la moitié de l'objectif de départ, le compte n'y est malheureusement pas encore.

Vous nous aimez un peu, beaucoup, passionnément? Prouvez-le!

Vous nous approuvez un peu, beaucoup, passionnément? Prouvez-le!

Comment? En donnant, bien sûr. Et mieux encore, car Acrimed est d'abord et avant tout une association, dont le combat – (re)faire de la question des médias une question politique – ne peut être qu'un combat collectif: en adhérant!

Comme nous, vous êtes partisans d'une appropriation démocratique des médias? Vous pouvez commencer en vous appropriant un peu... Acrimed. Tous les renseignements sont sur notre site – pour celles et ceux qui préféreraient les règlements par chèque, merci de les libeller à l'ordre d'Acrimed et de les adresser au 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.